

# le BIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | AVRIL 2021

## 211

DOSSIER

Art et ruralité

## *Les champs de la création*

P. 15

TERRITOIRES

Vaccination  
contre le Covid-19

### **Eure-et-Loir : une course contre la montre**

P. 08

ENJEUX

Grandir en territoire rural

### **Le bonheur est-il dans le pré ?**

P. 12

RENCONTRES

Cyberharcèlement

### **« J'avais 12 ans et je voulais mourir »**

P. 24



## L'autre visage du monde agricole

La campagne de vaccination contre le Covid s'accélère. La MSA y contribue sous plusieurs formes. Tout d'abord, par l'implication de ses équipes : les professionnels médicaux — médecins du travail, médecins-conseils et infirmiers — les agents administratifs et les élus des caisses se mobilisent dans les centres de vaccination ou à proximité de la population rurale, sous l'égide des agences régionales de santé. Par ailleurs, en réponse à une demande des pouvoirs publics, dans le cadre d'un protocole dédié, et dans le respect des capacités d'intervention qui sont les nôtres, des médecins du travail peuvent désormais vacciner dans certains territoires les salariés des entreprises agricoles de 50 à 64 ans porteurs de facteurs de risque de formes graves. Enfin, la MSA devrait très prochainement participer à l'amélioration de la couverture vaccinale en s'associant au dispositif d'appels sortants « Aller vers » de l'assurance-maladie. Quelque 350 000 ressortissants de plus de 75 ans du régime agricole non vaccinés pourraient être contactés pour se voir proposer un accès prioritaire.

La MSA contribue ainsi à l'effort en santé publique pour favoriser une sortie coordonnée de la crise sanitaire. Cette capacité d'action va devoir également se manifester dès les prochains jours à l'attention des exploitants tragiquement touchés par l'épisode exceptionnel de gel qui a très fortement affecté une grande partie du territoire. Tous les élus et les services de la MSA seront mobilisés sur leur soutien.

Mais pour aller de l'avant, il est aussi parfois bon de se changer les idées. Le dossier de ce numéro est consacré à l'art et la ruralité. Ces différentes initiatives nous rappellent que le temps ne s'est pas arrêté et que les territoires restent animés. C'est une belle façon de montrer un visage différent du monde agricole et rural, toujours plein de ressources, toujours plus attractif. Et en ces temps troublés, cela nous offre une petite respiration !

**François-Emmanuel Blanc**  
Directeur général de la CCMSA

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19 rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1021M05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : François-Emmanuel Blanc – Comité d'orientation : Pascal Cormery ; Philippe Moinard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – Rédacteur en chef : Gildas Bellet – Rédacteur en chef adjoint : Franck Rozé – Secrétaire de rédaction : Fatima Souab – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Marie Molinaro ; Alexandre Roger – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : agence La Suite & Co – Administration et abonnements : Sylvie Carougeau Jauneau Tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Agir Graphic – BP 52207 – 53022 Laval cedex 9 – www.agir-graphic.fr – Couverture : © Rurart centre d'art contemporain – Édito : © Patrice Maurein/CCMSA Image

### ACTUALITÉS

#### En régions

P. 03

#### Vie de l'institution

P. 06

#### En image

P. 07

### TERRITOIRES

Vaccination contre le Covid-19

#### Eure-et-Loir : une course contre la montre

P. 08

### ENJEUX

Grandir en territoire rural

#### Le bonheur est-il dans le pré ?

P. 12

### SUR LE WEB

P. 14

### DOSSIER

Art et ruralité

#### Les champs de la création

P. 15

### RENCONTRES

Cyberharcèlement

#### « J'avais 12 ans et je voulais mourir »

P. 24

Flower truck

#### L'inclusion sur quatre roues

P. 26

Formation

#### Aux petits soins pour nos élus

P. 28

MSA de Picardie

#### L'Avenir en soi et devant l'écran

P. 30

Histoires de femmes

#### « On ne pense qu'à nous, pour une fois »

P. 32

Solutions informatiques

#### Partenariat entre la Cnam et la MSA

P. 33

### EN PRATIQUE

Emploi

#### L'agriculture au féminin

P. 34



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable



Le Bimsa est imprimé sur du papier certifié PEFC.

## Portes de Bretagne

*Cultivons l'optimisme*

C'est sur ce thème que les élus MSA des comités locaux de Guichen, Guidel, Saint-Malo 1 et Saint-Malo 2 ont organisé le 23 mars une webconférence. Un choix particulièrement judicieux en raison du contexte actuel. Afin de donner des clés pour muscler cet optimisme et favoriser le bien-être et la santé mentale et physique, deux experts sont intervenus : Bérangère Baglin, formatrice en communication relationnelle, et Frédéric Berben, psychologue clinicien, praticien et formateur en hypnose. Fanny Didou, facilitatrice graphique, a réalisé en direct des dessins inspirés des astuces et conseils délivrés. Pour voir ou revoir cette session : <https://portesdebretagne.msa.fr/conference-cyberharcèlement-et-optimisme>.



© MSA de la Corse

## Corse

*Bulle d'air débarque sur l'Île de Beauté*

La MSA de la Corse et l'aide à domicile en milieu rural (ADMR) de Corse du Sud ont signé le 31 mars dans les locaux de la caisse une convention pour le lancement du dispositif Bulle d'air en Corse du Sud. Le président de la caisse de l'Île de Beauté, Dominique Fieschi, a rappelé que, « la MSA est depuis de nombreuses années très impliquée dans le champ de la dépendance et de la préservation de l'autonomie des personnes âgées et porteuses de handicap. »

Inspiré du baluchonnage québécois, dont il se distingue notamment par la souplesse de son service à la carte, ce qui permet de répondre au plus près aux besoins de remplacement des aidants, le service Bulle d'air s'adresse aux aidants et à leur proche fragilisé par l'âge, la maladie ou le handicap. L'intervention d'un relayeur dans le champ du « prendre soin » d'une personne aidée permet à son aidant de s'arrêter pour souffler.

« Il était impératif d'unir nos forces pour améliorer les conditions de vie des populations rurales et notamment soulager ces héros qui prennent soin des plus fragiles, se félicite Dominique Fieschi. Surtout qu'ils ont souvent le sentiment eux-mêmes de ne pas être aidants et de ne faire que leur devoir. »

Engagée depuis des années dans une démarche d'amélioration des

conditions de vie dans les territoires ruraux, c'est tout naturellement que la MSA de la Corse a impulsé le lancement de ce service localement. Le choix de l'ADMR de Corse du Sud, via l'association A. Spannata comme structure opératrice, s'est largement imposé par son important maillage territorial et son expertise. « Des partenaires locaux tels que la Collectivité de Corse, la CAF de Corse du sud et la Carsat Sud-Est accompagnent ce projet », souligne Sylviane Aix-Martinez, en charge du projet au sein de la MSA de Corse.

« Nous sommes en train de monter un pool de relayeurs, explique Anne-Laure Sereni, coordinatrice du service au sein de l'ADMR, nous recherchons des candidats issus du secteur sanitaire et social (aides-soignants, auxiliaires de vie) mais nous sommes surtout très attentifs à l'humain. »

Pour toute demande d'informations : MSA de la Corse :

- aix-martinez.sylviane@msa20.msa.fr ;
- guidicelli.maria@msa20.msa.fr ;
- ADMR de Corse du Sud: alsereni@fedez2a.admr.org ; tél. : 06 31 96 24 44.

**1173833**

**salariés et non-salariés  
actifs en agriculture  
en 2019.**

## Grand Sud

*Préserver l'environnement*

La MSA Grand Sud affecte un véhicule électrique à ses équipes se rendant au nouvel espace France services de Céret (Pyrénées-Orientales). Cette initiative lui permet de réduire son empreinte carbone et celle de tous les habitants du canton qui, eux, disposent d'un lieu proche de chez eux pour leurs démarches administratives. <https://grandsud.msa.fr/>.

Sur le web  
Plus d'informations régionales  
[lebimsa.msa.fr](http://lebimsa.msa.fr)



## Portes de Bretagne

*Soignez  
avec des fleurs*

Une vente de 350 bouquets de jonquilles, dont une partie des bénéfices servent à financer les travaux de recherche contre le cancer, a été organisée samedi 13 mars, à Rennes. Pour chaque composition achetée, cinq euros sont reversés à la Ligue départementale contre le cancer. Cela fait quinze ans que l'opération existe, menée en partenariat avec la MSA Portes de Bretagne et ses élus, les maisons familiales rurales et le Crédit agricole d'Ille-et-Vilaine. D'autres ventes sont organisées d'ici la fin de la floraison des jonquilles. En 2020, environ 2 400 bouquets ont été vendus et près de 12 000 euros récoltés.



© DR

France entière  
*Recensement  
agricole*

Lancé le 1<sup>er</sup> octobre 2020, il prendra fin le 30 avril. Opération décennale européenne et obligatoire, le recensement a pour objectif d'actualiser les données sur l'agriculture française. Celles-ci sont utiles pour accompagner le monde agricole et éclairer les débats publics. En France, il porte sur environ 450 000 exploitations, dont 30 000 dans les départements d'outre-mer. Une grande partie de la collecte s'effectue par Internet sur un site totalement sécurisé. Pour approfondir certaines thématiques, un échantillon représentatif d'exploitations reçoivent la visite d'un enquêteur qui les interroge sur la base d'un questionnaire plus détaillé.

## Sud Aquitaine

*Quinpiades : valoriser  
le métier d'éleveur*

Jeudi 11 mars, à Domezain-Berraute, dans les Pyrénées-Atlantiques, se tiennent les 16<sup>e</sup> Ovinpiades des jeunes bergers : 41 élèves issus d'établissements d'enseignement agricole du département y participent, à travers des épreuves théoriques et pratiques. Le service santé-sécurité au travail de la MSA Sud Aquitaine s'associe chaque année à cet événement valorisant le métier d'éleveur de brebis. Le formateur manipulation et contention de la caisse intervient avant le démarrage des épreuves techniques pour dispenser des messages de prévention, notamment en matière de bonnes postures à adopter pour ménager son dos lors de la manipulation des ovins. À l'issue de la finale départementale, la MSA Sud Aquitaine remet aux trois premiers un bon cadeau pour l'achat d'équipements de protection individuelle sur un site spécialisé.

Les candidats doivent accomplir des épreuves inspirées des gestes quotidiens de l'éleveur : trier des brebis à l'aide d'un lecteur électronique, apprécier la santé de l'animal, évaluer son état corporel, lui parer ses onglons et choisir un bélier... La finale régionale prévue le 18 mars ainsi que la finale nationale des épreuves individuelles, à laquelle doit participer le détenteur du titre de meilleur jeune berger du territoire d'ex-Aquitaine 2021, et qui devait se tenir le 29 avril à la Bergerie nationale de Rambouillet, ont dû malheureusement être annulés. Les organisateurs réfléchissent à de nouvelles modalités de sélection. La finale des épreuves collectives se déroulera quant à elle en visioconférence.

Sur le web  
Plus d'informations régionales  
lebimsa.msa.fr



Haute-Normandie

## Partage d'expérience sur l'installation



© François Haran/MSA Haute-Normandie

«Cultivons nos expériences», tel est le rendez-vous proposé par la MSA Haute-Normandie le mardi 9 mars à tous ceux qui sont intéressés par une future

installation ou qui veulent tout simplement obtenir des renseignements sur le milieu agricole. La rencontre nouvelle et importante, organisée en visio-

conférence en raison du contexte sanitaire, est l'occasion d'échanger avec les élus, les professionnels de l'agriculture et les conseillers animateurs. Pendant une matinée, 30 participants ont dialogué avec Sophie Verkest, une jeune exploitante en cultures et élevage bio de Seine-Maritime, et membre du conseil d'administration de la MSA Haute-Normandie. Ils lui ont posé de nombreuses questions sur son parcours et son expérience. Les préoccupations concernent la culture du bio, le financement d'un projet d'installation, la conciliation entre la vie personnelle et professionnelle, etc.

Beaucoup de participants sont venus glaner des informations complémentaires pour leur projet en cours d'élaboration, et ont bénéficié d'un partage d'expérience avec une personne déjà à la tête d'une exploitation.

La rencontre a été clôturée par l'intervention d'un conseiller qui a présenté le rôle de la MSA dans la vie d'une entreprise agricole et les différentes démarches à effectuer auprès d'elle lors de l'installation. Une action interactive à renouveler, pour être au plus près des adhérents et les accompagner dans leurs différentes démarches, au cœur de cette période où le lien est encore plus indispensable.

Corse

## Inclusion au cœur de l'entreprise



© MSA de la Corse

La MSA de la Corse a accueilli pour une durée de quinze jours, Paco, 44 ans, déficient auditif. Il est né sourd mais

son handicap ne l'empêche pas de s'intégrer pleinement dans l'équipe logistique. L'objectif de son stage, organisé

en partenariat avec Cap emploi, est de lui permettre de découvrir les métiers des services administratifs. Au programme : numérisation, classement, archivage, observation des tâches quotidiennes. Grâce à un accompagnement bienveillant de l'équipe, un accueil chaleureux des collègues croisés dans les services, un masque transparent et surtout un autre regard sur la différence..., la communication s'est mise en place sans grande difficulté.

À travers cette initiative, la caisse de l'Île de Beauté affirme ses valeurs sociales et s'engage pour l'inclusion des personnes en situation de handicap. Elle s'impliquera dans le prochain DuoDay, normalement prévu en novembre prochain, opération qui permet la création de binômes entre des personnes en situation de handicap et des professionnels volontaires.

Sur le web  
Plus d'informations régionales  
[lebismsa.msa.fr](http://lebismsa.msa.fr)



## Vie de l'institution

### Le régime agricole en chiffres

Un site Web dédié à la diffusion des productions statistiques de la MSA est disponible ici : [statistiques.msa.fr](http://statistiques.msa.fr). Il propose des entrées par thématiques : démographie agricole, financement et cotisations, emploi agricole et revenu, santé, retraite... ou par type de publication : tableaux de bord, études et synthèses, notes de conjoncture... Il offre un accès à GéoMSA, outil interactif de cartographie. Son maillage géographique s'étend de la commune à la région, en passant par les territoires couverts par les 35 caisses de MSA. Sa mission : permettre à l'internaute d'accéder à des données pointues.

# 29840

bénéficiaires du RSA  
au régime agricole  
fin janvier 2021.

### «Déclaration de maintien à domicile»

**Depuis la fermeture des crèches et des établissements scolaires décidée pour contenir l'épidémie, la MSA propose un service en ligne «Déclaration de maintien à domicile». Il permet aux parents salariés ne pouvant pas télétravailler ni bénéficier du dispositif de l'activité partielle et qui n'ont pas de solution de garde, de demander un arrêt de travail dérogatoire pour leurs enfants de moins de 16 ans, ou en situation de handicap sans limite d'âge. Des indemnités journalières sont alors accordées pour cette situation. Les exploitants agricoles, de leur côté, peuvent eux aussi prétendre aux indemnités journalières Amexa ou disposer d'une allocation de remplacement en lieu et place de celles-ci. Plus d'informations sur [msa.fr](http://msa.fr).**



© DR

## Les dirigeants de la MSA rencontrent le président du Sénat

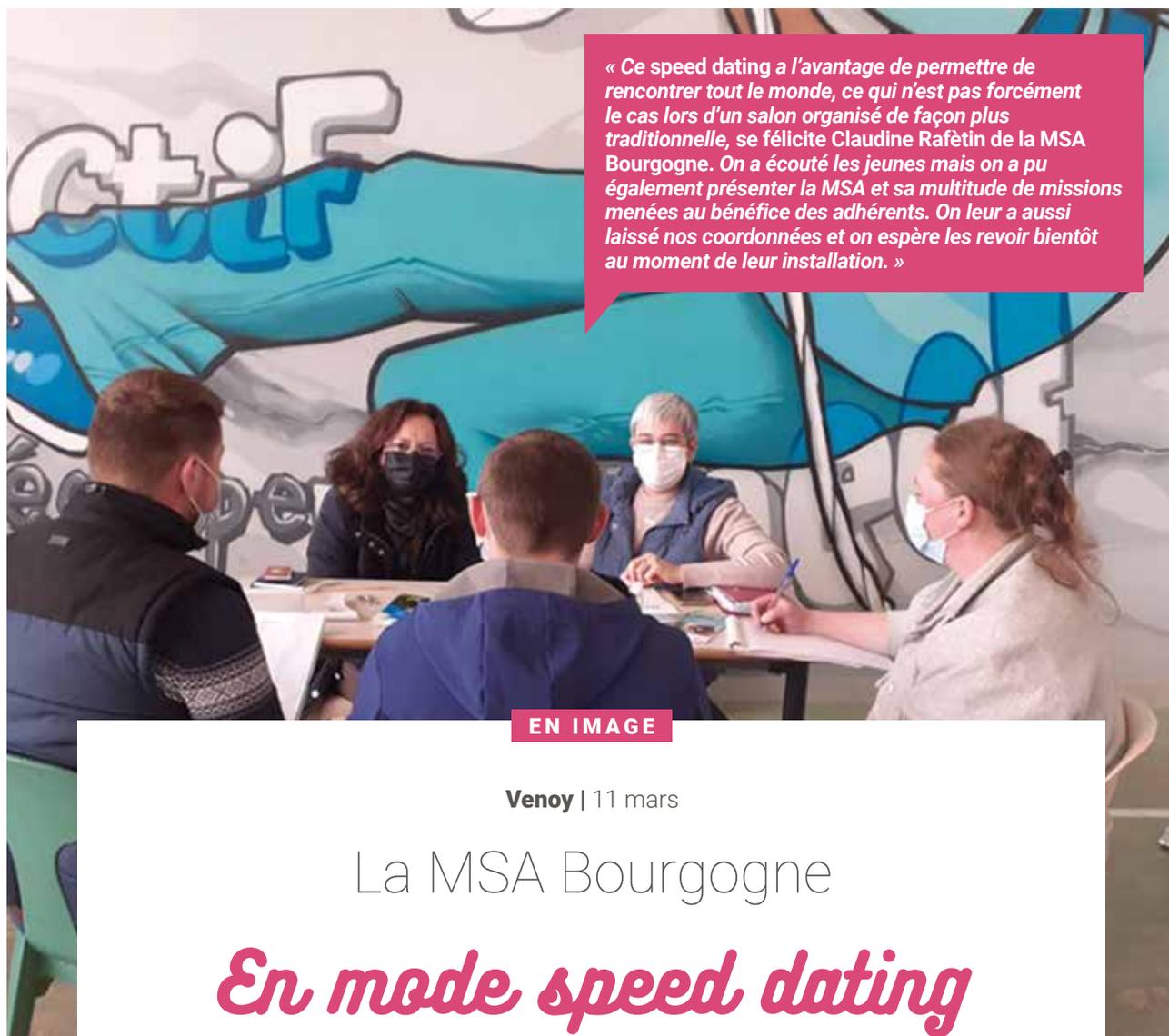
Pascal Cormery, président de la MSA, et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la CCMMSA, ont rencontré Gérard Larcher, président du Sénat, le 13 mars. À l'ordre du jour de ce temps d'échange : l'engagement de l'institution sur les territoires ruraux, notamment avec les France services. 26 espaces ont été labellisés pour la MSA début 2021, avec un objectif de 200 à terme ; ceux-ci permettent le maintien de la présence des services publics sur les territoires et participent à la proximité que défend la MSA, forte de ses 1 475 points de contact.

Ont également été abordées les initiatives menées en direction des plus précaires et les actions de prévention du suicide dans le monde agricole, soutenues par près de 14 000 élus de terrain qui, au plus près des adhérents, sont en alerte pour détecter les difficultés.

Au menu également de cette rencontre figuraient la proposition de projet de loi visant à renforcer la prévention en santé au travail, examinée dans les prochaines semaines au Sénat, et la réforme de l'autonomie. Deux sujets pour lesquels l'expertise de la MSA est reconnue. En ce qui concerne la prévention de la dépendance, elle déploie notamment des modèles d'habitat inclusif au plus près des territoires de vie avec les maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa) et propose des ateliers pour le bien vieillir. Un échange riche à l'occasion duquel Gérard Larcher a témoigné de son intérêt pour le régime agricole.

Sur le web  
Toutes les infos sur  
[lebensa.msa.fr](http://lebensa.msa.fr)





« Ce speed dating a l'avantage de permettre de rencontrer tout le monde, ce qui n'est pas forcément le cas lors d'un salon organisé de façon plus traditionnelle, se félicite Claudine Rafétin de la MSA Bourgogne. On a écouté les jeunes mais on a pu également présenter la MSA et sa multitude de missions menées au bénéfice des adhérents. On leur a aussi laissé nos coordonnées et on espère les revoir bientôt au moment de leur installation. »

EN IMAGE

Venoy | 11 mars

## La MSA Bourgogne

# En mode speed dating

La 25<sup>e</sup> édition du Forum des métiers de l'agriculture organisée par les Jeunes Agriculteurs de l'Yonne s'est déroulée le 11 mars au lycée agricole de La Brosse à Venoy, près d'Auxerre. En raison des restrictions sanitaires, les temps d'échanges entre professionnels et étudiants ont été organisés cette année sous forme d'un *speed dating*. Une formule qui a conquis Patricia Dejust-Yvon et Claudine Rafétin, deux conseillères en protection sociale de la MSA Bourgogne qui se sont prêtées à ce nouvel exercice aux côtés de 15 autres professionnels du monde agricole. Les groupes étaient constitués de 3 à 4 étudiants du lycée de La Brosse mais aussi de jeunes du centre de formation professionnelle et de promotion agricole et de MFR du secteur. Ils avaient 10 minutes pour se découvrir mutuellement. Leur CV en main, les échanges avec les étudiants étaient réalisés à partir de leur projet d'avenir. La discussion a pris la forme d'un entretien d'embauche ou d'un accompagnement à l'installation selon le niveau de maturité du projet professionnel de chacun.

Les conseillères en ont aussi profité pour nouer des contacts avec les autres partenaires et caler de futures interventions dans l'établissement sur les affiliations, cotisations, activités agricoles... La MSA Bourgogne a également participé à l'édition d'un guide des adresses utiles dans le département 89, support adapté et indispensable pour les jeunes, qui sera distribué tout au long de l'année aux porteurs de projets en agriculture.

Le centre de vaccination de Châteaudun est le seul dans le département à avoir été confié à une communauté professionnelle territoriale de santé, la CPTS Sud 28.

Vaccination contre le Covid-19

# *Eure-et-Loir : une course contre la montre*

Face aux signes d'emballement de l'épidémie, le centre de vaccination Covid-19 de Châteaudun est à pied d'œuvre. Sa gestion est confiée à la communauté professionnelle territoriale de santé Sud 28 par l'agence régionale de santé. Une structure accompagnée depuis sa création par la MSA Beauce Cœur de Loire. Immersion pendant quelques heures au sein d'une réussite partenariale qui réclame sa dose quotidienne d'huile de coude.

Sur le web  
[lebimsa.msa.fr](http://lebimsa.msa.fr)



# 64

**c'est le nombre de communes comprises dans le périmètre de la communauté professionnelle territoriale de santé Sud 28.**

**Lundi 29 mars, 20 heures.** La vaccination est au cœur de la bataille. Une semaine plus tôt, Emmanuel Macron mar-tèle, à Valenciennes : « *Il faut vacciner au maximum, tous les jours, matin, midi et soir...* » Sans ménager sa peine : le chef de l'État demande même d'immuniser les week-ends et les jours fériés. Après les doutes sur le vaccin AstraZeneca et les approvisionnements limités en nombre de doses, changement de braquet. Annonce de grosse artillerie à venir : vaccinodromes, etc. ! Se retrouvent autour de la table ce lundi soir, dans une salle à proximité de la maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) de Grindelle, à Châteaudun : Bertrand Joseph, médecin généraliste, président de la CPTS Sud 28 (255 acteurs de santé répartis sur trois communautés de communes), Didier Hugué, pharmacien, vice-président, et Sylvie Mathiaud, chargée de mission à la MSA Beauce Cœur de Loire, mise à disposition de la CPTS en tant que coordinatrice. La discussion s'ouvre sur le projet de santé de l'association, mais s'oriente rapidement sur l'adaptation des missions de la CPTS depuis le début de la crise sanitaire. Dès mars 2020 – et sur un périmètre qui concerne près de 55 000 habitants et autant de patients potentiels – tout commence par la mise en place de cinq centres de consultation et d'orientation dédiés aux suspicions de coronavirus, implantés dans les anciens chefs-lieux de canton du sud du département : Bonneval, Brou, Châteaudun, Cloyes-les-Trois-Rivières, Orgères-en-Beauce. À l'issue de l'auscultation, les patients sont hospitalisés ou retournent à domicile, munis de fiches de surveillance et d'information. Le dispositif permet notamment de désengorger les urgences de l'hôpital. Deuxième acte, en août et septembre : quatre centres de dépistages gratuits – éphémères et grand public – pratiquent des tests virologiques RT-PCR à Châteaudun et Saint-Denis-les-Ponts. Troisième acte, en novembre, avec l'ouverture d'un centre de prélèvement dans la capitale du Dunois pour des tests PCR et antigéniques, réalisés par une vingtaine de professionnels de santé (700 à 1 000 analyses par semaine). Quatrième acte, mercredi 20 janvier 2021 : ouverture d'un centre de dépistage salle Léo-Lagrange, un site mis à disposition par la ville de Châteaudun. Les initiatives se font toutes sur demande et/ou avec l'appui de l'ARS Centre-Val de Loire. « *La CPTS ne fait rien toute seule : tout cela est le fruit d'un réseau de partenaires* », s'accordent à dire les trois acteurs. On ne tardera pas à le vérifier sur le terrain.

**Mardi 30 mars, 8 h 50.** Salle Léo-Lagrange, comme tous les matins, Didier Hugué est attendu comme le Messie. Tous les yeux sont rivés sur la sacoche isotherme qu'il



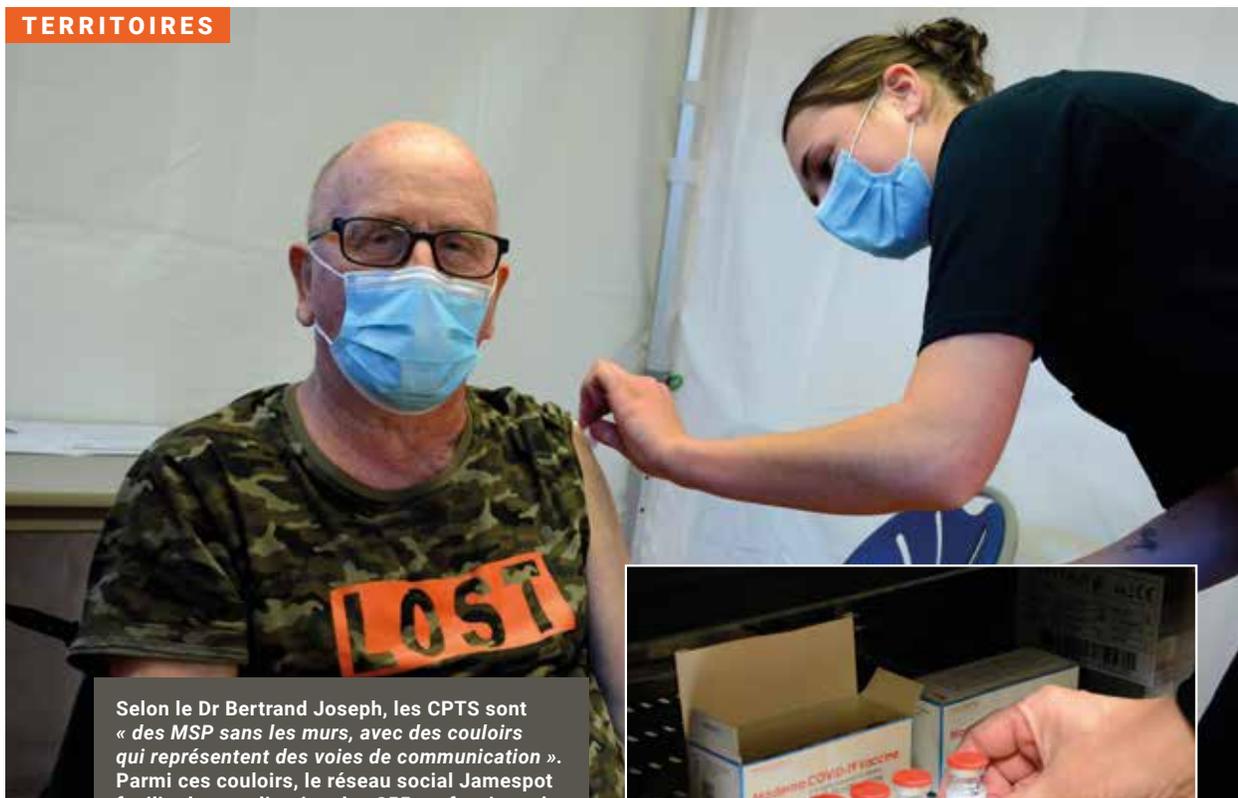
**Jacques Biet**, directeur adjoint de la MSA Beauce Cœur de Loire et directeur délégué de l'ARCMSA Centre-Val de Loire.



## *La désertification médicale progresse en Centre-Val de Loire :*

**entre 2017 et 2020, l'Eure-et-Loir a perdu 24 médecins généralistes (différence entre le nombre total d'installations et de départs). Depuis dix ans, le conseil d'administration de la MSA Beauce Cœur de Loire a soutenu une douzaine de projets de MSP portés à la fois par des professionnels de santé et par des collectivités locales. L'accompagnement possède un volet méthodologique, à travers la création d'un poste de chargée de mission qui intervient en appui sur l'ingénierie médico-sociale, un volet médical, et un volet financier, par l'attribution d'une subvention de 30 000 € par projet, prise sur les fonds de l'action sanitaire et sociale. La MSA veille à intégrer des axes de prévention dans les projets de santé des MSP : éducation thérapeutique du patient, promotion des campagnes de vaccination, etc. À Sancerre, nous avons été précurseurs dans l'expérimentation du forfait diététicien et psychologue, ou forfait psy/diet, aujourd'hui généralisé. Avec la MSP de Châteaudun, nous avons développé l'activité physique et sportive adaptée (Apsa). Elle fait l'objet d'une évaluation indépendante menée par l'observatoire régional de la santé (ORS). Quant à la CPTS, elle sait faire preuve d'une grande capacité d'adaptation. Elle dispose d'une confiance sans faille de notre part et de la part de l'ARS.**





Selon le Dr Bertrand Joseph, les CPTS sont « des MSP sans les murs, avec des couloirs qui représentent des voies de communication ». Parmi ces couloirs, le réseau social Jamespot facilite la coordination des 255 professionnels de santé sur le périmètre de la CPTS Sud 28.



apporte : c'est elle qui contient les doses de vaccin quotidiennes, régulées par les dotations de l'ARS : 216 primo-injections sont prévues aujourd'hui. Les patients ont tous plus de 70 ans, avec ou sans facteurs de comorbidité. Le plus âgé affiche 98 printemps. Depuis janvier, le centre vaccinait avec Pfizer-BioNTech, ensuite pendant quatre semaines avec Moderna pour les primo-injections et Pfizer-BioNTech pour les rappels, puis de nouveau avec Moderna pour les primo-injections et les rappels. Particularité de la CPTS : elle propose aux médecins généralistes de vacciner leurs patients de plus de 60 ans souffrant d'une ou plusieurs comorbidités sur des créneaux dédiés. Les flacons d'AstraZeneca sont donc remis à disposition du centre. Toute cette gestion est assurée par Didier Hugué, qui, en bon pharmacien, se livre régulièrement à des comptes d'apothicaire et connaît bien ses tables de multiplication. « Les flacons du vaccin développés par Pfizer permettent de prélever sept doses, ceux de Moderna, 12 doses. Le premier doit être reconstitué après dilution de chlorure de sodium ; le second ne nécessite pas de reconstitution mais doit être décongelé avant utilisation. » Premier aperçu d'une organisation tirée au cordeau mais qui nécessite des ajustements successifs. « Une véritable petite entreprise », déclare Sylvie Mathiaud.

**10 heures.** Dès l'ouverture du centre de vaccination en janvier, la CPTS fait le choix de rapidement bloquer les prises de rendez-vous sur Doctolib, le service en ligne. « C'est vite devenu ingérable, explique Bertrand Joseph.



© Franck Rozé/Le Bimsa

Saturé, le site était inaccessible. Par ailleurs, nous voulions réserver l'accès à la population de l'arrondissement de Châteaudun. » Sans compter les difficultés d'usage ou d'accès à Internet chez les personnes âgées. Avec le concours de la municipalité, il est décidé d'utiliser les ressources du bureau informations seniors (BIS) pour créer un centre d'appels téléphoniques sortants et entrants (numéro dédié) et de prises de rendez-vous sur place. Cette structure œuvre à partir des listes des administrés en âge d'être vaccinés fournies par les communes du territoire. Elle organise le planning des injections. Salle Léo-Lagrange, le dialogue s'instaure avec deux élus du cru : Alain Heslouin, référent Covid de la communauté de communes du Bonnevalais, et Jean-Yves Panais, ancien agriculteur, maire de Saint-Denis-Lanneray. Dans cette commune nouvelle de quelque 2300 habitants, sur les 250 personnes de plus de 75 ans, 150 sont désormais vaccinées. Les rendez-vous des résidents de la CDC du Bonnevalais sont regroupés sur des journées flash, ce qui permet à Alain Heslouin d'organiser les transports vers Châteaudun en bus scolaire. À Saint-Denis-Lanneray, Jean-Yves Panais utilise les ressources des cars Rémi pour lever les freins à la mobilité. « Nous sommes conscients que nous devons travailler tous ensemble », reconnaît l'édile. « Grâce ou à cause du Covid, la CPTS s'est rapprochée des élus locaux, estime Sylvie Mathiaud. Et les professionnels de santé ont appris à se connaître. » C'est à ce moment-là que Bertrand Joseph, quelque peu soucieux, lance : « Nous avons 62 inscriptions en trop ! » Un ajustement avec le BIS va s'avérer nécessaire.

# 1000

**CPTS à l'horizon 2022, c'est l'objectif visé par le haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie repris par la réforme «Ma santé 2022».**

**11 heures.** La machine de guerre est bien rôdée : depuis le début de la crise sanitaire, la CPTS est épaulée par des militaires, la sécurité civile. Parmi les compétences de cette force : la gestion des risques nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques (NRBC). Deux jeunes sapeurs-sauveteurs accueillent le public : gestion des flux, vérification des rendez-vous, aide au remplissage de la fiche de renseignements qui indique notamment le nom du vaccin et le numéro de lot, orientation vers le médecin généraliste (consultation). Quatre autres, des stagiaires, sont formés à vacciner par les infirmières des deux lignes de vaccination – « Depuis le 11 mars, un décret autorise différents professionnels, dont les sapeurs-sauveteurs, à injecter les vaccins », souligne le colonel Vincent Tissier, qui commande l'unité d'instruction et d'intervention de Nogent-le-Rotrou – puis en fin de parcours, deux sapeurs-sauveteurs se chargent de la saisie des informations sur le site ameli.fr. « Ce service en ligne développé rapidement par l'assurance maladie fin décembre 2020 assure le suivi de la couverture vaccinale des ressortissants de tous les régimes de protection sociale », explique Floriane Frua, responsable du département des frais de santé à la CPAM 28. Le patient repart avec une fiche imprimée qui fait office de carnet de santé et sur laquelle figure la date du rappel, accompagnée d'une notice d'information sur les effets secondaires.

**Midi.** Au BIS, à quelques encablures du centre de vaccination, c'est l'heure du recomptage. Mise à plat des plannings : « Je savais qu'on allait au bouillon cette semaine, on ouvre trop de créneaux », lâche le Dr Joseph, qui gère encore très bien ses émotions mais qui sait devoir faire face à une tension additionnelle les jours où il consulte au cabinet de la MSP. Ajustements successifs. Autour de lui, entre autres, quatre coachs sportifs, mis à disposition par la municipalité, chargés de la gestion du centre d'appels, et deux assistantes de la CPTS. On croise les fichiers des uns et des autres : on tient l'explication des 62 inscriptions supplémentaires ! Et on trouve une solution illico : ces personnes sont vaccinées le samedi 10 avril. Un système de partage de fichiers dans le cloud est envisagé. Mais avec la montée en charge des prochains jours, Bertrand Joseph envisage de rouvrir les rendez-vous sur Doctolib. Le centre va de nouveau vacciner avec Pfizer. Il est prévu de créer un poste de reconstitution du vaccin salle Léo-Lagrange. La semaine prochaine, trois lignes de vaccination permettront d'accueillir 400 patients par jour et un centre de dépistage antigénique ouvrira ses portes. C'est en gagnant des batailles qu'on finit par gagner la guerre.

■ Franck Rozé



© DR

**Philippe Vigier**, député de la 4<sup>e</sup> circonscription d'Eure-et-Loir, biologiste, membre de la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale.



## *L'Eure-et-Loir est le dernier département de France en matière de densité médicale*

[elle s'élève à 59,5 médecins généralistes pour 100 000 habitants, contre 88 pour 100 000 habitants en moyenne nationale-NDR]. En 2018, j'étais le rapporteur du projet de loi visant à garantir l'égal accès aux soins de tous les Français sur l'ensemble du territoire et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la désertification médicale. Dans ce texte figuraient notamment deux propositions : prévoir le maillage de tout le territoire par des CPTS et mettre à la disposition de chacune d'entre elles un animateur chargé de l'ingénierie initiale du projet et du fonctionnement de la structure. Avec le dossier médical partagé, les CPTS sont le passage obligé dans l'amélioration de l'organisation et de la coordination des soins. La CPTS Sud 28 est la seule structure de ce type à avoir été auditionnée par la commission d'enquête parlementaire. Elle est exemplaire. Elle possède une connaissance parfaite du tissu médical local. J'ai beaucoup de respect pour ceux qui la pilotent au quotidien, qui décloisonnent les relations entre la médecine de ville et l'hôpital et qui entretiennent un réseau de professionnels de santé grâce, notamment, à une plateforme collaborative en ligne. Ils donnent le meilleur d'eux-mêmes avec altruisme et professionnalisme.



## Grandir en territoire rural

# *Le bonheur est-il dans le pré ?*

**En 2018, en France métropolitaine, 4,2 millions d'enfants de moins de 18 ans, soit près d'un sur trois, vivent en milieu rural. Une étude de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée en mars s'intéresse à leurs conditions de vie. Principaux enseignements.**

Vivre à la campagne, c'est aussi pouvoir accéder à des services qui facilitent le quotidien des familles, tant sur le plan de l'accueil et du développement, des temps libres et des loisirs, du soutien à la parentalité que de la vie sociale et de la santé. Or, certains espaces sont fragilisés par l'absence ou l'insuffisance de ceux-ci. La France est marquée par une fragmentation sociale et des inégalités géographiques, ce qui accentue le sentiment d'isolement de secteurs moins bien dotés et pose aussi la question de l'égalité des chances.

La Drees a entrepris un programme d'étude afin d'éclairer la situation des enfants et des jeunes habitant en milieu rural, dans le cadre de la stratégie nationale de

prévention et de lutte contre la pauvreté (2018-2022) qui vise, entre autres, à cette égalité des chances dès l'enfance quel que soit le lieu de vie. Elle a publié, dans le numéro de mars d'*Études et résultats* le dernier volet de son travail : « Grandir dans un territoire rural : quelles différences de conditions de vie par rapport aux espaces urbains ? ». Les zones très isolées y font l'objet d'un développement particulier (voir encadré).

La direction s'est d'abord intéressée aux caractéristiques de la cellule familiale, soulignant que, « *dans les territoires ruraux, il y a moins de familles monoparentales ou nombreuses, des parents plus souvent en emploi mais moins fréquemment dans les catégories sociales les plus favorisées, et moins de logements sociaux* ».

Selon la Drees, les enfants y bénéficient, en moyenne, de meilleures conditions de vie que ceux des villes (13 % vivent sous le seuil de pauvreté monétaire, contre 23 % dans les espaces urbains). Un écart qu'elle explique notamment par les caractéristiques des foyers et par l'activité des adultes : plus touchées par la pauvreté, les familles nombreuses et monoparentales sont moins présentes à la campagne. De

## « Il y a moins de familles monoparentales ou nombreuses, des parents plus souvent en emploi mais moins fréquemment dans les catégories sociales les plus favorisées... »

plus, les couples ruraux occupent plus souvent un emploi : deux jeunes sur trois vivent au sein d'un ménage dont les deux ascendants travaillent, contre seulement un urbain sur deux.

Toutefois, les enfants vivent moins couramment dans des familles très aisées qu'en ville. Leurs parents sont plus rarement non diplômés ou très diplômés. Et, quand les deux travaillent, il est moins fréquent qu'au moins un des deux soit cadre ou occupe une profession intermédiaire (61 % contre 70% en milieu urbain).

Un volet de l'étude s'attache aux conditions de logement, jugées plus favorables pour les filles et garçons du monde rural : « Neuf sur dix ont leur propre chambre et vivent dans une maison avec un espace extérieur (jardin, terrain, cour), contre respectivement sept sur dix et cinq sur dix en milieu urbain. » Un type d'habitat cependant moins répandu pour les jeunes des foyers monoparentaux (sept sur dix) mais encore plus rare en milieu urbain (trois sur dix).

Trois fois sur quatre, les parents à la campagne sont propriétaires de leur logement, contre seulement une fois sur deux en milieu urbain. Peu d'enfants résident dans un logement social (5%, contre 27% en ville), même au sein des familles monoparentales (16% contre 43% en milieu urbain).

Sur le plan de l'accès aux services et aux équipements, la différence est notable. Il en est ainsi pour l'accueil en crèche (huit places à moins de 15 minutes pour 100 petits de moins de 3 ans, contre 26 en milieu urbain). Une grande mobilité est aussi indispensable pour se rendre chez un professionnel de santé, en particulier chez un spécialiste. Le temps pour rejoindre les lieux sportifs ou culturels s'avère également plus long : ils résident en moyenne à moins de 5 minutes d'une bibliothèque, mais à 16 minutes d'un cinéma et à 22 minutes d'un musée. Concernant

l'accès aux équipements sportifs, l'écart entre campagne et ville est le plus marqué pour les bassins de natation et les stades d'athlétisme.

Comme les précédents volets : « Conditions de vie des jeunes femmes en zone rurale : des inégalités par rapport aux hommes ruraux et aux urbaines » (*Études et Résultats* n°1154 – juillet 2020) et « Études, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ? » (*Études et Résultats*, n° 1155 – juillet 2020), cette dernière partie du projet d'étude peut être consultée dans son intégralité sur le site <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/>. ■

### Focus sur les territoires très isolés

**Les conditions de vie varient fortement selon le type de territoire dans lequel les enfants habitent. Lorsqu'ils se trouvent dans des zones très isolées (500 000 sur les 4,2 millions), ils grandissent plus souvent que les autres dans une famille monoparentale. Ils ont aussi un niveau de vie inférieur et vivent plus fréquemment sous le seuil de pauvreté (taux de pauvreté de 22 %, identique à celui enregistré en milieu urbain). La Drees précise également qu'ils vivent moins généralement dans un foyer où les deux membres du couple travaillent. En cas de séparation, pointe l'étude, l'organisation en résidence alternée n'est pas aussi répandue que chez les autres jeunes ruraux.**

**Pour ce qui est du logement, les différences à la campagne sont faibles. C'est du côté de l'accès aux équipements et aux services que la fracture se creuse encore. Les collégiens isolés mettent en moyenne quatre fois plus de temps que ceux de la ville pour se rendre dans leur établissement (24 minutes en moyenne en voiture) et les lycéens trois fois plus de temps (50 minutes en moyenne). Même constat pour le recours aux professionnels de santé (plus de 40 minutes en voiture pour un pédiatre et plus de 30 pour un ophtalmologiste) ou pour atteindre les lieux culturels – musée, théâtre, conservatoire.**



**4,2 millions** d'enfants en milieu rural, dont 500 000 vivent dans des territoires isolés.



**9** jeunes ruraux sur 10 disposent de leur propre chambre (contre 7 en ville).



**25** minutes en voiture, c'est le temps moyen pour se rendre chez un pédiatre à la campagne (contre 7 en milieu urbain).

## RÉSEAUX SOCIAUX





DOSSIER

Art et ruralité

# *Les champs de la création*

Pour favoriser l'accès au développement culturel et élargir la diffusion de l'art en milieu rural, des initiatives émergent partout en France, notamment dans le cadre de l'enseignement agricole. Ici, une résidence d'artistes s'organise et fait appel à la participation des habitants ; là, des expositions se succèdent dans un centre d'art contemporain qui propose une médiation adaptée afin de donner aux différents publics des clés de lecture ; ailleurs, un enseignant entreprend avec ses élèves et un photographe un travail pour reproduire des tableaux de maîtres et valoriser le monde agricole...  
Immersion en terres de création.



## Résidence participative *Visages d'un pays*

**Un acteur majeur de la diffusion de l'art moderne et contemporain voulant toucher de nouveaux publics : le Centre Georges-Pompidou. Un vaste territoire rural doté d'une forte vitalité artistique, désireux de développer une offre culturelle de proximité : le pays du Centre Ouest Bretagne. Après avoir coopéré en 2018, sur le thème du mouvement, les deux structures repartent pour une autre aventure : travailler en lien avec le monde agricole autour de la question du paysage.**

« Le paysage n'est pas seulement un décor, mais un lieu d'histoires et de vie. La thématique est commune à tous les habitants, quel que soit l'usage qu'ils aient des territoires ruraux, et une porte d'entrée pour toucher à de nombreux sujets agricoles actuels », lance Laure Alart, chargée de mission culture pour le pays du Centre Ouest Bretagne (COB), territoire qui réunit des communes de trois départements : Côtes-d'Armor, Finistère et Morbihan.

Le projet « Visages d'un pays » que le pays COB conduit en partenariat avec Beaubourg veut permettre au monde agricole, très représenté sur cette zone géographique mais pas nécessairement proche de l'art contemporain, de s'exprimer puis de faire naître des échanges sur l'évolution du paysage, qu'il soit naturel ou façonné par les activités humaines... « Pressions de la société pour fabriquer des produits sains, à un coût abordable et sans dénaturer le paysage dans lequel on va en vacances, ces injonctions modernes sont difficilement tenables pour des agriculteurs, eux aussi attachés à leur pays et à ses espaces, à bien manger et faire les choses correctement. Ils expriment leur mal-être face à une mise en cause de leurs pratiques. C'est ce dialogue que le projet nous permet d'aborder par le biais du geste artistique, de l'œuvre et de l'intime. »

Le musée d'art moderne et contemporain au rayonnement international est entré en contact avec le pays COB via l'association nationale Nouvelles ruralités, dédiée à la défense des territoires ruraux et à la promotion de leur attractivité. « En 2018, un premier projet « En mouvement » [« War lusk » en breton] a proposé pendant trois mois dans différents lieux du territoire, une exposition-atelier, des installations, une websérie, des ateliers pour les scolaires... retrace Martin Bourguinat, responsable du pôle hors-les-murs et partenariats de l'établissement parisien. Nous avons ensuite coconstruit cette résidence participative avec la volonté d'associer un public plutôt jeune, de nous intéresser au monde agricole et d'impliquer des personnes pas forcément habituées à fréquenter des musées. Tout en essayant d'imaginer des prolongements au-delà de cette création, avec les acteurs associatifs et culturels locaux. Le Centre a l'habitude de proposer des parcours d'éducation culturelle, des ateliers en itinérance en France et à l'international mais, dans ce format, avec une résidence d'artistes en milieu rural, c'est une première. »

Trois artistes proposés par le Centre Pompidou ont intégré l'aventure : Sylvain Gouraud (photographe), Thierry Micouin (danseur), Pauline Boyer (plasticienne sonore). « Le parti pris était d'amener un œil neuf, un regard extérieur et de donner à voir différemment ce que le monde rural a à dire. Cette résidence est fondée sur une réciprocité, un échange, un pas vers l'autre. Pour les artistes aussi, la confrontation est riche d'enseignements », souligne Laure Alart. Ils ont travaillé avec des agriculteurs, pour l'essentiel membres de la jeune association Racines du Blavet, animée par la chambre d'agriculture, et des élèves du lycée agricole Saint-Yves de Gourin accompagnés dans ce challenge par Clotilde Chaudieu, leur professeure d'éducation socioculturelle [voir son témoignage ci-après]. Au départ, le projet prévoyait également

l'implication de salariés d'une entreprise agroalimentaire mais des contraintes d'hygiène et sanitaires fortes, notamment pour l'accueil des ateliers artistiques dans les locaux, ont conduit à l'abandon de ce volet.

« Sylvain Gouraud, le photographe, a passé du temps sur les exploitations avec les agriculteurs, échangeant sur leurs pratiques, qu'elles soient conventionnelles ou biologiques, sur l'évolution du métier, la mutation du paysage... et a réalisé des photos. Imprimées sur grands formats, précise Martin Bourguignat, elles servent de support aux ateliers chorégraphiques. Adultes et adolescents travaillent avec le chorégraphe Thierry Micouin sur la question du geste en manipulant ces images pour donner lieu à une restitution qui aura lieu le 4 juin. » Elle sera intégrée au programme du premier festival Nomadanse proposé par l'association Danse à tous étages, partenaire du projet. « La bande-son est élaborée par Pauline Boyer à partir de témoignages enregistrés par les agriculteurs et de captations sonores réalisées sur les exploitations et dans l'atelier de mécanique du lycée, pour pouvoir immerger les spectateurs dans cet univers, faisant ainsi appel à plusieurs sens », complète Laure Alart.

## Projet de film

Les différentes étapes de cette coopération artistique sont également documentées par une équipe de tournage du Centre Pompidou. Objectif : la production d'un film destiné à partager le processus de création et à mettre en lumière les grandes questions liées au paysage et à l'activité agricole nées de cette réflexion. L'ambition est de le faire circuler dans tous les lieux qui en feront la demande – bibliothèque, lieu d'art, établissement scolaire, association... – à l'échelle du pays COB et au-delà. « Nous espérons pouvoir accompagner des prolongements du projet avec pourquoi pas des ateliers chorégraphiques, sonores, photo, des soirées débat, des rencontres avec les agriculteurs. La fin de cette résidence sera le début d'autre chose », espère Laure Alart.

Des contacts ont déjà été d'ailleurs pris avec des acteurs artistiques et culturels locaux, et le seront prochainement avec des structures agricoles, pour envisager la circulation du film à partir de la prochaine rentrée scolaire. Présents depuis longtemps sur le territoire, ces promoteurs de la culture fondent « un écosystème que le partenariat avec le Centre Pompidou permet d'activer différemment. La circulation de matériaux, le prêt d'œuvres, l'animation d'ateliers pourront prendre la couleur de leur programmation, de leurs espaces, de leurs envies ».

« Nous réfléchissons à des suites avec des associations comme La Fourmi-e qui, dans le cadre de son initiative "Champ d'expression", travaille avec des agriculteurs accueillant des artistes contemporains sur leurs exploitations, ajoute Martin Bourguignat. Notre volonté est de mettre en place des projets pensés avec les acteurs locaux, et non des propositions qu'on viendrait plaquer hors-sol. Il s'agit en effet de tisser des liens avec eux, en mettant à disposition nos productions itinérantes s'ils en font la demande afin de mettre en valeur des lieux, des associations, des projets culturels. »

■ Gildas Bellet

Sur le web

Les lieux et événements pour la diffusion de l'art contemporain en pays COB sont à découvrir sur [lebimsa.msa.fr](http://lebimsa.msa.fr)



© Centre Pompidou/Astrid de Cazalet

## Témoignage

**Avec nos élèves, nous travaillons régulièrement sur des projets en lien avec des artistes : la sculpture sur métal, la photographie, la réalisation d'interviews de professionnels du spectacle à l'issue des représentations auxquelles ils ont assisté. Mais c'est la première fois que l'établissement est associé à un projet avec le Centre Pompidou.**

**Douze garçons de seconde agroéquipement participent à des ateliers animés par Thierry Micouin pour la création d'un spectacle de danse contemporaine, imaginé à partir de paysages agricoles. Des jeunes très éloignés de cette pratique artistique, engageante pour tout le corps alors qu'ils sont en pleine croissance et très sensibles au regard des autres. Pragmatiques, venus en lycée professionnel pour s'initier à leur futur métier, ils cherchent une application directe, une utilité à leurs apprentissages et ne sont pas familiers avec l'abstraction.**

**Nous avons préparé les ateliers en amont. Une fois que nous sommes entrés dans la pratique, ils ont pris goût au mouvement parce qu'ils ont envie de bouger. Au menu : travaux d'échauffement liés à la prise de conscience du corps, de l'ancrage au sol, circulation dans l'espace, jeux autour de gestes reflétant leurs pratiques professionnelles... Pauline Boyer leur a demandé d'enregistrer sur leur téléphone portable les sons d'une machine qu'ils utilisent dans le cadre de leur formation et de faire des images d'un élément du milieu agricole (terre, pousse de maïs, gravier, paille...). Ce matériau a donné lieu à une séance avec le chorégraphe sur une musique d'AC/DC qui donne de l'énergie.**

**Il nous reste deux ateliers en mai avant la générale, moment où ils travailleront avec les adultes. Si le contexte sanitaire le permet, la restitution publique sur le territoire est prévue début juin. Récompense : le voyage à Paris de la classe dans les jours qui suivent avec l'accueil au Centre Pompidou et la présentation du spectacle dans ses murs. L'idée initiale est d'y inviter des jeunes de leur âge, élèves dans un lycée agricole de la région parisienne.**

Clotilde Chaudieu,

professeure d'éducation socioculturelle  
au lycée Saint-Yves de Gourin (Morbihan)



## Centre d'art contemporain Rurart

# *La création hors des sentiers battus*

**À 30 km de Poitiers, à Rouillé, commune de la Vienne, dans l'enceinte du lycée agricole de Venours, se trouve depuis 1988, Rurart, le seul centre d'art en France à être sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Son ambition : diffuser l'art contemporain et proposer des expériences de médiation aux lycéens, aux collégiens et aux habitants de la région. Actuellement fermé au public, il a été autorisé à accueillir les étudiants du campus jusqu'au confinement décidé le 6 mars dernier.**

Une coexistence, une confrontation, une rencontre... impossible de déterminer la nature des liens qui unissent le centre d'art contemporain Rurart au lycée agricole de Venours auquel il est pourtant couplé à vie, par le simple fait d'occuper le même espace : implanté au beau milieu du campus comprenant un lycée, un CFA, un CFPPA et même une exploitation agricole pédagogique, son histoire est semblable à la quête de ce soleil qui a rendez-vous avec la lune qui n'est pas là. Chaque jour il darde ses rayons en sa direction, d'un air de l'engager à la rencontre et plus si affinés. Avec le temps, 26 ans cette année, les barrières imaginaires ou réelles finiront-elles par tomber ? Pas sûr qu'elle vienne cette lune mais pas impossible. Pour que le monde de l'art contemporain et celui des jeunes agriculteurs ne se limitent pas à une relation de bon voisinage, il faut changer de braquet et partager un peu plus de moments ensemble. C'est le sens de la démarche de Sylvie Deligeon, directrice de Rurart, qui tente de nouer des liens avec les responsables de l'établissement dès son arrivée à ce poste en 2018. Si la tentative de rapprochement n'a pas abouti à l'élaboration d'un pro-

gramme commun à destination des 350 élèves, au moins de nombreux projets ont-ils été lancés permettant d'avancer sur les points qui tiennent à cœur au centre : à savoir donner envie de venir découvrir la scène artistique actuelle et offrir l'occasion d'échanger avec les artistes exposés. « *Trouver des points communs, c'est difficile. Mais, raconte-t-elle, nous avons développé depuis deux ans une multitude d'actions ensemble. Au départ, ce n'était pas prioritaire pour eux. Seuls les enseignants socioculturels et ceux de français viennent me voir. On voit très peu les autres.* »

Deux soirées de lecture théâtralisée ont été organisées par exemple avec un professeur de français et ses élèves à l'intérieur de Rurart sur un texte qu'ils ont d'abord étudié en classe. Ils ont assisté à sa mise en scène et son interprétation par de vrais comédiens. L'événement a été mené en coproduction avec le Théâtre auditorium de Poitiers. « *La courte pièce a été lue à l'intérieur de l'exposition La Revanche des oiseaux de Julie C. Fortier qui a servi de décor.* » Le texte, une création née de la rencontre d'un artiste du label Jeunes textes en liberté et d'une famille agricole, aborde la question de la transmission

de la ferme. « *Le fils ne voulait pas la reprendre. La famille est venue au spectacle, narre Sylvie Deligeon. C'était un moment touchant.* »

Ce sont les manifestations de ce type qui contribuent à forger des affinités et qui opèrent en silence un vrai travail d'approche des élèves et du corps enseignant, pour venir à bout des réticences et faire venir ce public dans le centre. « *Quand je suis arrivée, se souvient la directrice, les étudiants ne rentraient pas, pensant que ce n'était pas pour eux. Il y a beaucoup de médiation. Et maintenant tout le monde nous connaît.* »

## Programmation iconoclaste

Ciblant également le public du territoire, Sylvie Deligeon propose chaque année une programmation très riche autour de la thématique de l'environnement, invitant les artistes qui travaillent ce sujet à venir présenter leur œuvre à Rurart. « *Le but aussi, c'est d'apporter de l'art contemporain hors des grandes métropoles. On est vraiment perdu en pleine campagne. Il faut faire venir les gens. C'est donner ce rayonnement qui m'intéresse.* » Exemple d'expositions singulières proposées : les odeurs. Avec sa performance olfactive, Julie C. Fortier interroge certains effluves nés dans la nature. Elle a créé des parfums de buisson, d'herbe et de fumigation. Cette exploration de la nature peut aller jusqu'à s'intéresser à des sujets comme la fonte des glaces qu'illustre *Air glacière* de Franck Dubois et Benoit Pierre (<https://fkdub9.wixsite.com/airglaciere/air-glaciere-1>) qui plonge les visiteurs dans le spectacle inouï de la neige en décomposition.

À la richesse des manifestations artistiques concoctées par la directrice, s'ajoute la médiation culturelle, l'autre biais qui permet d'attirer le public. Vincent Allain, à la fois médiateur culturel et graphiste du centre, s'occupe des visites guidées et tente dans ses accompagnements de rendre l'œuvre à la portée de tous. Soucieux que l'expérience de l'exposition soit stimulante pour le public qu'il accueille, il prend soin d'éviter dans sa médiation tout élément clivant comme le critère esthétique et tout jargon. « *Je m'efforce en amont au moment de la préparation des expositions avec l'artiste de dégager des lignes pour présenter son intention. Avec un champ lexical accessible à tous et une grille de lecture plus simple pour des néophytes de l'art contemporain.* » Son objectif : provoquer la rencontre avec l'œuvre en désamorçant les idées préconçues en vogue dans les milieux peu habitués à la pratique culturelle ou à l'expérience de la visite. « *J'essaie de simplifier les travaux ; je tente d'en garder les complexités, de dégager les questions posées par l'œuvre. Je donne mon point de vue personnel pour montrer qu'une pièce, une création, une exposition s'appréhendent par l'expérience personnelle et pas seulement par l'explication d'un médiateur ou l'intention du créateur ; c'est aussi l'aspect sensible qu'on a dans l'expérience soi-même avec la création.* » Celui qui reçoit l'œuvre est pour le médiateur de Rurart tout l'enjeu de la médiation, rendant de ce fait l'interaction, les débats, les critiques possibles. « *J'aime bien aller chercher la personnalité des gens que j'ai en face de moi par rapport à mon rôle. J'essaie de tenir compte de cela et pas uniquement réciter un texte à n'importe qui et à tout le monde.* »

Exemple avec l'exposition de Nicolas Tubéry [lire son interview en p. 23] qui a présenté *Jorn de fièra* (« jour de foire », en occitan), du 15 octobre 2020 au 28 mars 2021 : cette installation se compose de matériaux venant des exploitations. Au milieu, est diffusé le film *Maquignon*. « *Des bac pro technique de vente orientés sur l'agriculture sont venus*

*la voir. Je suis parti de la réponse à la question que je leur ai posée : ont-ils une expérience personnelle de l'univers de la foire aux bestiaux et des chevaux ? Certains ont déjà participé à ce type de manifestation. Ils savent ce qu'est un maquignon. Ils ont alors livré des témoignages personnels. D'autres ne connaissent pas du tout.* » Face aux élèves qui suivent l'option arts visuels, la méthode a été différente car ceux-ci ont déjà une proximité avec l'art et la culture. « *Avec eux, j'ai abordé des sujets plus esthétiques. Par exemple comment le plasticien et vidéaste a réalisé son film, pourquoi il a mis en avant tel élément dans son court-métrage ; on a étudié les choix en matière de lumière. Là c'était riche, différent, moins personnel et presque plus technique, le tout centré sur des questions artistiques.* »

Initier à l'art de cette façon revient à éveiller le sens critique, intégrant le risque de la remise en cause, ce qui ne manque jamais d'arriver. « *J'ai des réticences culturelles du type : "Ça, ce n'est pas pour nous" », avoue Vincent Allain. Pour moi, c'est le moment le plus dur. Ce n'est jamais évident mais cela peut être riche en échange, en débat. Certains ont une idée toute faite de ce qu'est l'art et du milieu de l'art. Ce qui est bien, c'est qu'ils l'expriment. Cela permet de rectifier un peu.* » C'est alors l'occasion de revenir sur la réalité de la vie artistique. « *Ce n'est pas la vie de château comme certains peuvent se l'imaginer. Ce n'est pas "faire trois coups de crayon et vendre une œuvre des millions". J'ai eu cette réflexion à plusieurs reprises. Dans ces cas-là, j'aime rappeler que les artistes et les agriculteurs sont très proches. On n'est pas dans l'économie de service. On est dans des choses où on fait. Dans les deux cas, on est dans des métiers où on effectue des actions concrètes qui génèrent une économie et qui permettent de vivre. L'agriculture dans les pratiques ou dans les résultats est aussi une culture.* »

■ Fatima Souab

## Réseau régional d'animation culturelle

**Rurart doit son acte de naissance à une enseignante d'éducation socioculturelle (ESC) du lycée agricole de Venours. Imaginé pour être un outil pédagogique, il s'émancipe et devient un centre d'art qui occupe une place importante dans le milieu de la création contemporaine. Ce n'est pas une surprise si la directrice Sylvie Deligeon a aussi en charge la coordination du réseau ESC « avec une enseignante du réseau sur les 14 lycées de l'ex-Poitou-Charentes. C'est une particularité des établissements agricoles. »**

**L'équipe développe des projets artistiques ou pédagogiques sur tout le territoire.**

**« On développe, explique la directrice, des travaux avec les écoles et les collègues du territoire, et des projets plus ambitieux comme le projet fédérateur *Rendre visible l'invisible des dix lycées agricoles du réseau, avec l'exposition itinérante de Gérard Hauray, les ateliers artistiques et conférences scientifiques.* » Pour en savoir plus : [www.rurart.org](http://www.rurart.org). Tél. : 05 49 43 62 59 ; e-mail : [contact@rurart.org](mailto:contact@rurart.org).**

Céline, Sharleen, Enora et Maëva en studio, d'après une toile de Camille Pissarro.



© Xavier Courchinois

## Tableaux-photos au lycée La Touche

# *Un message de toute beauté*

**Prenez une bonne dose de professeur d'éducation socioculturelle aussi investi que passionné, 25 élèves bac pro agriculture, 9 toiles de maîtres du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, un photographe éclairagiste et un bon volume de ras-le-bol de l'agribashing. Réunissez le tout dans le lycée La Touche à Ploërmel (Morbihan) et laissez infuser deux années. Le résultat ? Ce que l'on pourrait désormais appeler «l'a(rt)gribeauting».**

« Je ne remercierai jamais assez Edgard Pisani d'avoir inventé l'éducation socioculturelle, lance Fabrice Tanguy, qui enseigne cette matière au lycée agricole La Touche à Ploërmel et lui voue une véritable passion. Cette idée d'ouvrir les jeunes ruraux à l'art et la culture en inventant une discipline qui n'existait pas dans l'éducation nationale est vraiment forte. »

Cette passion, et l'enthousiasme qui l'accompagne, il les

transmet aux élèves de première et terminale bac pro agriculture de son lycée depuis vingt-cinq ans. À chaque rentrée, il prend son bâton de pèlerin pour leur montrer que l'art n'est pas réservé à une élite. Le message est clair : « Ce n'est pas tant leur apprendre l'histoire de l'art qui m'intéresse que le fait qu'ils s'approprient la lecture de l'image et qu'ils se rendent compte que l'on peut tous comprendre une image d'art si on a une méthode et si on prend le temps. » Du temps, le directeur

du lycée, par bonheur, lui en donne. Pour les élèves de première, la discipline est enseignée deux heures par semaine. Chaque année, Fabrice Tanguy bénéficie d'une semaine entièrement bloquée à l'occasion de laquelle il emmène sa petite troupe à Bruxelles pour un séjour d'ouverture culturelle. Une sélection de musées et d'œuvres est alors au programme pour que les élèves voient comment évolue la peinture du Moyen-Âge à aujourd'hui. Fin du premier acte. Le second débute en terminale.

## Le land art et Le Caravage passent

Fabrice Tanguy propose alors à ses lycéens initiés aux images d'art de se les approprier et d'en faire une création. Durant dix ans, le land art a été le terrain d'expression. Ce courant de l'art contemporain utilise le cadre et les matériaux de la nature. « Pour moi, c'était une évidence que des élèves en agriculture l'aimeraient, souligne-t-il. Il y a un vrai rapport avec leur environnement. La nature n'est plus un espace de production mais devient un espace de création. L'adhésion a été totale. »

Et puis, il y a trois ans, fini le land art, on s'attaque au Caravage. La transition pose question : « Pourquoi on arrête ?, me demandaient les élèves. Ils avaient vu toutes les expositions de leurs aînés et étaient déçus par ce choix. Le Caravage, ils ne connaissaient pas ». D'autant plus que, pour ce nouveau projet, les lycéens vont devoir se mettre en scène. Il s'agit en effet de transposer en photos les œuvres du maître. Pour ce faire, le professeur les sensibilise au travail théâtral. « Ils se sont vraiment amusés et ça été plus facile après de faire les photos. J'ai deux jours et demi de sensibilisation. Je les mets beaucoup en mouvement. Ils essaient d'imaginer le tableau, de se l'approprier. Ce n'est pas du tout une démarche intellectuelle où l'on va analyser l'œuvre. Le but est d'improviser autour. Ce travail les fait bien avancer. »

## Message à caractère esthétique

Cette année, Fabrice Tanguy a décidé de réaliser un travail similaire avec sa classe de terminale à partir de peintures rurales et religieuses du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. « Le Caravage, ça me semblait artistique au sens presque intellectuel. J'ai

eu peur d'avoir mis la barre un peu haut. Finalement, ça les a débridés ; certains ont même choisi des tableaux où ils apparaissent torse nu ! Ces deux premières promotions ont tellement joué le jeu que, quand j'ai présenté le projet "Art et ruralité" cette année, les élèves y sont entrés sans problème, ils s'attendaient à ce qu'il y ait une suite au Caravage. »

De plus, ce prolongement répond à un désir prégnant chez ces futurs professionnels de l'agriculture : lutter contre l'agribashing. Ils sont vexés et agacés que l'on s'en prenne à leur métier sans vraiment le connaître.

Pour défendre un point de vue ou une revendication, certains choisissent de heurter, de sortir des images choc et puis, il y a Fabrice Tanguy. Lui prône la célébration du beau plutôt que la colère : « Je reste convaincu que le beau élève. J'ai voulu leur signifier que l'on pouvait s'exprimer par l'image. Je leur ai proposé de montrer ce qu'ils font de beau et de transposer la gestuelle développée par la peinture dans leur univers. Au final, nous avons réalisé des photos qui esthétisent le milieu agricole et le milieu rural en général et ils sont vraiment contents de la démarche. »

## Dans le vif du sujet

En début d'année, les 25 jeunes de terminale choisissent les tableaux qu'ils souhaitent transposer et discutent avec leur prof de l'idée sous-jacente, en quoi le milieu agricole est mis en valeur. En tout, neuf œuvres de Pissarro, Millet, de La Tour ou encore Weyden sont retenues. Comme pour Le Caravage, Fabrice Tanguy les initie à la technique des émotions et à la mise en scène au moyen de jeux théâtraux. Quand il les sent prêts, il fait venir Xavier Courchinoux, le photographe-éclairagiste, qui va immortaliser les compositions.

Nous sommes au mois d'octobre. La semaine est bloquée pour la création du projet. Professeur, photographe et élèves sont réunis dans l'amphithéâtre du lycée pour une grande répétition générale. Ce premier temps va leur permettre de trouver leurs marques, de mettre en forme ces tableaux-photos avec leur professeur et de s'initier à la prise de vue, à la retouche et à l'éclairage avec le photographe. À l'issue de la semaine, ils ont gagné en expérience, découvert de nouvelles disciplines et réalisé les neuf images préparatoires en studio.

## Le troisième acte peut alors débiter

L'unité de temps ? Cinq soirées entre janvier et février à la nuit tombée. L'unité de lieu ? Les infrastructures de la ferme du lycée qu'ils ont repérées en amont : le hangar à paille ou la stabulation. L'unité d'action ? La prise de vue définitive en costume de travail agricole des neuf tableaux-photos.

Chacun connaît son rôle et le joue à la perfection. Pendant que d'autres posent devant l'objectif du photographe, d'autres règlent les lumières et ajustent les poses en s'inspirant de l'œuvre initiale.

À la fin de la représentation, les élèves sont fiers du produit esthétique et du message qu'ils délivrent à travers ce projet artistique et humain. « On évoque souvent le cercle vicieux, moi je leur parle de spirale vertueuse. Par le beau, ils peuvent s'élever, élever leur entourage », conclut Fabrice Tanguy et il ne fait aucun doute que ce travail saura élever ceux qui le verront : [www.instagram.com/fabrice\\_tanguy/](http://www.instagram.com/fabrice_tanguy/)

Mathéo, Pierre, Alexandre et une invitée surprise posent tels *Les Glaneuses*, fameux tableau de Jean-François Millet de 1857.



© Xavier Courchinoux

■ Frédéric Fromentin

Recomposition du *Nouveau-né*  
du peintre lorrain Georges  
de La Tour par Charline et Edwin.



Paroles de lycéens

## L'amour de l'(art)agriculture

**Charline, Edwin et Alexis sont trois élèves de terminale du lycée agricole La Touche à Ploërmel. Sous l'égide de Fabrice Tanguy, le professeur d'éducation socioculturelle, ils ont participé au projet « Art et ruralité ».**

L'amour est bien dans le pré. Concernant Charline et Edwin, il y a bien évidemment celui qui se dégage de leur couple mais il y a surtout, pour les trois lycéens, l'amour qu'ils portent à leur future profession. Et quand Fabrice Tanguy propose à ses élèves de réinterpréter un tableau pour en faire une photo, le *Nouveau-né* de Georges de La Tour trouve une certaine résonance chez les deux tourtereaux : « Nous montrons la beauté d'une naissance animale dans une ferme [l'enfant est remplacé par un agneau], que nous aimons nos animaux, que nous nous levons la nuit pour veiller sur eux, mais aussi que beaucoup de couples travaillent encore ensemble en agriculture. »

Pour tous les trois, les cours d'éducation socioculturelle, et ce que leur transmet Fabrice Tanguy, sont une ouverture sur l'extérieur et le projet initié une occasion « de valoriser la beauté de notre métier, de donner à voir qu'on a une belle ouverture d'esprit et qu'on est capable de s'intéresser à d'autres choses qu'à notre ferme », précise Alexis. Car, pour eux, en

filigrane de ce travail artistique, le message est clair, comme l'exprime Edwin : « Nous voulons afficher la vraie image de notre activité pour contredire ceux qui font de l'agribashing. Ils utilisent des représentations souvent violentes. Nous aussi, nous avons voulu passer par l'image et produire des photos qui marquent les gens. » Mais plutôt que la violence, eux ont opté pour l'esthétique car « il faut essayer de répondre de manière intelligente à ces attaques. L'art touche toutes les catégories et c'est une belle manière de transmettre notre message. Ça va nous permettre de montrer sur nos réseaux sociaux la réalité du monde agricole », indique Charline. Et pas que sur leurs réseaux sociaux ! Après une exposition en mai au lycée La Touche, les 18 photos (9 en studio et 9 à la ferme) tirées en grand format seront présentées pendant plusieurs mois dans l'ouest du Morbihan et dans le Finistère.

■ Frédéric Fromentin



## 3 questions à...



© DR

### Nicolas Tubéry, artiste vidéo et sculpteur né à Carcassonne

**Vous abordez la ruralité et le monde agricole dans vos œuvres et vous avez baigné dans ce milieu. Avez-vous eu plus de facilité à vous adresser aux élèves du lycée Xavier Bernard Poitiers-Venours ?**

Non le contact reste une question de feeling. Il se trouve que personnellement j'avais entamé des études dans un lycée agricole avant de bifurquer vers autre chose. Je n'ai pas souhaité continuer dans cette voie mais le sujet continue de m'attirer. Ce sont un milieu et une thématique dans lesquels je souhaite souvent développer des projets ; ma pratique, c'est surtout le film et la sculpture. Le fait d'évoluer et de m'intéresser à ça, c'est plus simple pour échanger avec les élèves. En fait nous parlons des mêmes choses.

Ma démarche se développe vraiment dans ce contexte-là. Mais je ne cloisonne pas mon travail à ça non plus. J'ai plusieurs œuvres. Ce qui retient mon attention le plus souvent ce sont les gens ; il y a aussi un regard sur tout ce qui est manutention, travail, et ce qui peut émerger au fil des rencontres. En fait je me déplace souvent dans différentes régions. De temps à autre, je fais des résidences. J'arrive à disposer de suffisamment de temps pour rester dans un endroit spécifique. Le paysage rural et le monde agricole sont pour moi une façon d'aborder ces régions-là. Depuis quelques années, je regarde les

choses par ce biais-là. Ensuite dans ma tête, je ne me limite pas à ça. Je n'ai pas d'idées préconçues. Parfois aller à la rencontre des personnes, en étant sur place, va développer une nouvelle approche spécifique. Au cours des échanges, quelque chose va en ressortir. Les choix esthétiques ou les façons de faire vont être différentes. Dans le rapport avec les gens, quelque chose se crée ou pas. Ce n'est pas obligatoire que ce soit le cas. Tout peut aussi partir dans une ferme, à l'intérieur d'une exploitation. Mais cela peut prendre sa source ailleurs aussi.

**Quels sont les retours de vos proches ? Qu'en pense votre père agriculteur ?**

Il est éleveur de brebis et possède quelques chevaux. Il a joué aux acteurs dans mes premiers films. D'ailleurs il est visible dans le film *Maquignon* [visionnable sur son site : [www.nicolastubery.com/category/films-videos/](http://www.nicolastubery.com/category/films-videos/)]. Il interprète son propre rôle parmi d'autres personnes. La première justification à tout ça, c'est que mon père est bien sympa [rire]. Il est très fier parce qu'une question de transmission se dissimule derrière ça. Quelque part, même si je n'ai pas repris concrètement l'exploitation familiale, il y a ce "truc" qui continue quand même. Ça, c'est par rapport au court-métrage qu'on a fait ensemble.

Il s'intéresse aussi aux créations que je conçois. Avec mes proches, se produit de la discussion, de l'échange dans tous les sens. C'est stimulant.

**Quel a été le déclic qui vous a orienté vers cette voie ?**

Au lycée, j'ai décidé en seconde de ne pas continuer dans ce domaine-là. Par contre j'ai passé un bac électrotechnique, pas du tout lié à l'art. Après, je suis allé aux Beaux-Arts parce que je cherchais autre chose. J'avais cette envie. Le dessin et la pratique artistique m'attiraient. À ce moment-là, je n'étais pas du tout dans le sujet ruralité. Pendant mes études, je n'ai pas tourné la caméra vers cet environnement. Après je suis retourné aider la famille, voir mon père et observer comment ça se passait à la campagne. Au départ je ne filmais pas pour faire des expositions : je voulais juste garder des traces de tout ça parce que le temps passe... J'ai trouvé un intérêt à le faire que j'ai montré et exploré dans des expositions. Petit à petit cela se justifiait avec le retour des gens qu'ils soient issus du milieu de l'art ou non. Ce n'était pas une thématique qui était abordée autour de moi. Mes propositions ont intéressé et cela m'a conforté dans cette voie-là. J'ai voulu alors continuer. C'est arrivé comme ça.

■ Propos recueillis par **Fatima Souab**

La conférence en ligne organisée le 16 mars par les élèves d'un lycée vannetais avec le soutien des délégués de la MSA Portes de Bretagne dans le cadre de leurs actions en prévention santé menées sur leur territoire.



## Cyberharcèlement « J'avais 12 ans et je voulais mourir »

**En livrant en direct son histoire et ses failles lors d'une conférence sur le cyberharcèlement organisée le 16 mars, Juliette, une jeune Bretonne de 18 ans, a donné un visage et une voix à des milliers d'enfants anonymes qui, chaque année en France, subissent le même sort.**

« J'avais 12 ans et je voulais mourir. Je n'en pouvais plus. Il fallait trouver un moyen pour que ça s'arrête. Les réseaux sociaux peuvent vous faire basculer. » Si Juliette a accepté de témoigner lors de la conférence sur le cyberharcèlement organisée le 16 mars par les élèves de BTS support action managériale du lycée Saint-Paul Saint-Georges de Vannes, avec le soutien des délégués MSA du canton de Vannes-Séné (MSA Portes de Bretagne), c'est d'abord parce que l'une de ses amies le lui a demandé. « Julie, qui a coorganisé la conférence, a été l'une des seules personnes à avoir été là pour moi au pire moment », tient-elle à préciser. « Je le fais aussi pour alerter sur la situation de centaines de victimes silencieuses. Pour leur dire qu'elles ne sont pas seules, que c'est un long chemin mais qu'on peut se reconstruire. »

Aujourd'hui, Juliette a 18 ans. Elle va mieux mais sa vie aurait pu s'arrêter il y a cinq ans si elle n'avait pas été aidée. L'enfant martyrisée par ses camarades sur les réseaux sociaux est devenue une brillante étudiante en psychologie. Elle se destine à une carrière de criminologue. « En choisissant cette voie, ma démarche est d'abord de comprendre le processus du passage à l'acte criminel. »

Pour elle, le harcèlement a commencé par ce qu'on aurait pu prendre pour une simple histoire de disputes d'enfants. « Un petit voisin de mon âge turbulent et meneur, qui m'a prise en grippe dès la maternelle, a essayé de m'isoler. Avec le recul, je me rends compte que j'ai commencé à être harcelée depuis toute petite. Il a été violent, parfois

physiquement, mais le plus souvent verbalement et moralement pendant toute mes années d'école primaire. C'est au collège, avec la découverte des réseaux sociaux, que la situation est devenue vraiment invivable. Du harcèlement, il est passé au cyberharcèlement. Alors que jusque-là les insultes, les moqueries et les dénigrement cessaient quand je rentrais chez moi, ils ont alors redoublé d'intensité une fois à la maison via Facebook ou Instagram. Je n'avais plus de répit. »

Petit rappel de droit : le cyberharcèlement est défini comme un acte agressif, intentionnel, perpétré par un individu ou un groupe d'individus au moyen de formes de communication électroniques, de façon répétée, à l'encontre d'une victime qui ne peut facilement se défendre seule. L'infraction est également constituée quand ces propos ou comportements sont infligés par plusieurs personnes de manière concertée ou à l'instigation de l'une même si ces personnes n'ont pas agi de façon répétée.

« Qu'il s'agisse d'intimidations, d'insultes, de moqueries ou de menaces répétées en ligne ou de propagation de rumeurs, à la différence du harcèlement où la victime pouvait souffler en rentrant chez elle, avec le cyberharcèlement, l'espace et le temps ne sont plus des frontières, prévient Cyril Markt de Iceberg Digital, structure spécialisée dans le conseil à l'usage des outils numériques, qui intervient régulièrement dans les établissements scolaires. Même quand on est rentré dans sa chambre d'enfant, on va continuer à recevoir à travers les réseaux sociaux des messages ou des photos dégradantes. »

Petit à petit et presque imperceptiblement, un phénomène de meute avec un meneur et une foule de spectateurs plus ou moins actifs, composée de camarades d'école complices, s'est mis en place. Consciemment ou inconsciemment, ils ont été les acteurs – parfois sous couvert de l'humour – d'un lent mais minutieux processus de destruction psychologique qui a fait des



## **Me retrouver coupée du monde, dans un hôpital, sans téléphone ni réseaux sociaux, m'a permis de commencer à prendre du recul sur ce que je vivais et de comprendre que je n'étais pas responsable de ce qui m'arrivait.**

ravages dans la petite tête de Juliette au moment où elle venait d'entrer dans l'adolescence. Une période où l'on construit son identité et sa personnalité et où la popularité ou l'absence de celle-ci revêtent une grande importance dans la cour de récré. « Ils se moquaient de mon physique et m'insultaient au quotidien dans leur groupe de potes sur les réseaux. Ils mettaient des commentaires à caractère sexuel sous mes photos. Je suis restée – je ne l'ai su que plus tard, même longtemps après mon départ de ce collège – un sujet de défoulement sur les groupes d'échanges entre élèves de mon établissement. »

### **Descente en enfer progressive**

Les conséquences psychologiques pour la jeune fille sont dévastatrices. Un stress et une fatigue morale intenses entraînent des absences à répétition, des résultats scolaires en chute libre jusqu'au moment où se rendre au collège est devenu pour elle une source d'angoisse presque insurmontable. « Je mentais à mes parents en faisant semblant d'être malade ou je séchais. Lorsque j'y allais, je rendais page blanche. Après avoir essayé d'en parler au collègue et qu'on m'a répondu que ce n'était qu'une banale dispute entre collégiens de plus, j'ai décidé de me taire. J'ai cru que c'était de ma faute, que je n'avais à m'en prendre qu'à moi-même. J'ai commencé à me faire du mal, à avoir envie de mourir. Je ne pouvais pas me regarder dans un miroir sans pleurer. Je ne supportais pas l'image qu'il me renvoyait. »

Les scarifications qu'elle inflige alors à son corps, ainsi qu'un message de détresse envoyé à sa mère où elle évoque de façon explicite sa volonté d'en finir, vont faire comprendre à ses parents le martyre psychologique vécu par leur fille. « C'était un trop-plein pour moi, je ne voulais plus voir personne, je voulais juste qu'on me laisse tranquille », explique-t-elle sobrement. « Me retrouver coupée du monde, dans un hôpital, sans téléphone ni réseaux sociaux, m'a permis de commencer à prendre du recul sur ce que je vivais et à comprendre que je n'étais pas responsable de ce qui m'arrivait. »

« On peut regretter que Juliette n'ait pas reçu l'écoute qu'il fallait. Il n'y a malheureusement pas eu de sanctions, ni pénale, ni disciplinaire au niveau du collège, insiste M<sup>e</sup> Stéphanie Derveaux, avocate au barreau de Vannes. Ce qu'on peut conseiller est de garder des éléments de preuve, de se faire accompagner par un avocat, de porter plainte pour faire cesser ces agissements et de solliciter une indemnisation. Parallèlement, une procédure disciplinaire peut être engagée au sein de l'établissement scolaire. La

jurisprudence précise qu'on peut y avoir recours si le harcèlement se fait en lien avec la qualité d'élève, c'est le cas si le cyberharcèlement a lieu sur le groupe classe d'un réseau social. »

« Le "c'est pour rire, LOL, c'est pas grave !" n'est absolument pas valable. Eh bien si, c'est grave, il y a des choses qui ne se font pas, s'insurge Gaëtane Markt de Iceberg Digital. Non, on ne rit pas de tout. Les conséquences, on le voit avec Juliette, sont trop graves pour laisser faire. Je m'adresse aux parents : dès que vous mettez un smartphone entre les mains de vos enfants et qu'ils ont accès à un réseau social, ils ont besoin de vous pour les protéger comme potentielles victimes mais aussi comme potentiels harceleurs. »

Juliette finira par changer de collège. Le vrai début de sa reconstruction. « À partir de là, je me suis tout de suite sentie mieux, on m'a dit en arrivant que si j'avais le moindre problème, il fallait que j'en parle et qu'on ne laisserait pas les choses se faire. Changer d'air et rencontrer de nouvelles personnes bienveillantes envers moi m'ont vraiment beaucoup aidée. »

Plus forte aujourd'hui, la jeune fille ne cache pas sa fragilité. « J'avoue que, des années après, j'ai encore des séquelles. J'ai toujours du mal à croiser mon reflet dans le miroir. Je ne me sens toujours pas bien dans ma peau. Je veux passer le message qu'il faut être vigilant aux signes envoyés par les enfants que vous côtoyez dans le privé ou dans le cadre professionnel. Le mal-être peut se voir. Des notes qui baissent subitement ou un isolement qui s'installe chez un enfant doivent vous alerter. Moi, par exemple, je ne cherchais pas à cacher mes scarifications. Au contraire je voulais qu'on les voie parce que je ne savais pas comment demander de l'aide. Je veux aussi dire de faire attention aux mots que vous écrivez sur les réseaux sociaux, ou aux posts que vous likez car certains d'entre eux peuvent ruiner la vie de quelqu'un de fragile. Des gens se suicident pour ça. »

Des jeunes déboussolés franchissent de plus en plus la porte de la maison des adolescents de Vannes. « Il faut d'abord s'occuper des victimes, déclare Gisèle Kerdrain, psychologue au sein de la structure. Ces ados à l'estime de soi abîmée devront passer par une période de reconstruction. Les maisons des adolescents sont là pour les accueillir partout en France et les y aider. Il faudra aussi s'intéresser aux harceleurs chez qui on perçoit un assèchement affectif. Avec les réseaux sociaux, on ne voit plus les effets de ses actes, on ne voit pas l'autre en train de se scarifier dans sa chambre tout seul effondré. Il y a une perte du réel qui n'existe plus sauf quand il fait une apparition par la mort, comme celle d'un enfant qui se jette par la fenêtre parce qu'il n'en peut plus. Pour ces personnes, si à un moment il n'y a pas un coup d'arrêt et une sanction qui est prise, le risque est qu'elles reproduisent ce mode de fonctionnement plus tard en étant adulte dans leur milieu professionnel ou familial. Il faut aussi avoir une pensée pour les parents qui apprennent ce qui a été dit sur leurs enfants et pour qui c'est dur à encaisser. Certains arrivent chez nous effondrés car ils ont découvert les photos nues de leur fils ou de leur fille, balancées sur la toile aux yeux du monde entier. »

Retrouvez l'intégralité de la conférence sur le site Internet de la MSA Portes de Bretagne.

■ Alexandre Roger



## Flower truck *L'inclusion sur quatre roues*

**Conçu pour coller aux besoins des travailleurs, leur permettre d'aller chercher des débouchés pour leur production horticole et construire du lien social jusque dans les petits villages, le flower truck de l'Esat des Ateliers du Planteau va bientôt arpenter les routes de l'Isère et de la Drôme pour la plus grande fierté des hommes et des femmes qui ont été récompensés lors de l'appel à projets Territoires en action de Solidel édition 2020.**

Les food-trucks se sont imposés dans nos rues en seulement quelques années. Les flower trucks, leur version à pétales, pourraient bien suivre la même route et animer à leur tour les places de nos villages et de nos quartiers désertés par les commerces de proximité. C'est en tout cas ce que pensent les initiateurs d'un concept très «flower power» qui a remporté l'édition 2020 de l'appel à projets Territoires en action. Celui-ci récompense des initiatives d'amélioration des parcours de vie des personnes en situation de handicap.

L'idée a d'abord germé dans la tête d'Alexandre Duquesne, moniteur principal aux Ateliers du Planteau, un établissement et service d'aide par le travail (Esat) installé à Chatte, petite commune de l'Isère. La structure qui fait partie de la grande famille Solidel, le réseau pour l'inclusion des personnes en situation de handicap sur leur territoire de vie créé par la MSA, accueille 40 personnes souffrant de retard mental et de troubles associés. Les fleurs, ce gaillard

de 38 ans, qui a la responsabilité de deux ateliers (horticulture et espaces verts), en a plein la tête. Cet amoureux des plantes a poussé la porte de l'Esat qui l'emploie encore aujourd'hui il y a 11 ans avec un BEP, un Bac pro et un BTS en production horticole en poche. Pour lui, produire des végétaux de qualité dans le respect des sols et des hommes est déjà une victoire, mais reste l'épineuse question de leur commercialisation. La production est aujourd'hui principalement vendue à la boutique de l'Esat et dans des foires locales, des débouchés rendus plus incertains par l'instauration des mesures sanitaires renforcées.

Heureusement, le flower truck montre le bout de sa calandre à point nommé. « On a la chance de disposer d'une entreprise spécialisée dans la conception de camion magasin, installée juste à côté de chez nous à Romans-sur-Isère, se félicite Alexandre Duquesne. Ils ont été très conciliants, nous les avons sollicités il y a plus de deux ans, le temps pour nous de réunir tous les financements d'un projet qui se monte à plusieurs dizaines de milliers d'euros. »

Grâce à la récompense versée par Solidel, le premier financeur du flower truck, l'Esat a pu boucler l'achat du camion. Il s'agit d'un véhicule de type pizzeria roulante, transformé selon les plans et les envies de l'équipe. Doté de trois présentoirs rabattables, il a été imaginé dès le départ pour lui faciliter la vie avec le moins de montage et de démontage possible. Il suffira de manœuvrer l'ouvrant et de rabattre les présentoirs pour faire apparaître un lieu de vente organisé sur six niveaux à la façon d'un amphithéâtre

L'équipe horticulture de l'Esat du Planteau est l'un des lauréats de l'appel à projets de Solidel édition 2020.



© DR

romain, idéal pour mettre en valeur les plantes. Il dispose d'un coin caisse enregistreuse, d'un évier et d'un réfrigérateur. Des étagères de présentation ont également été ajoutées à l'arrière pour recevoir l'épicerie et les plantes aromatiques. « Une fois la vente terminée, il ne faut que quelques minutes aux travailleurs pour replier les auvents et reprendre le volant pour rentrer, explique Alexandre Duquesne. La souplesse du camion nous permet d'être réactifs, de pouvoir nous déplacer à l'endroit où on nous attend aussi bien que là où on ne nous attend pas. Nous visons le bassin économique de Saint-Marcellin qui est très important mais aussi des tout petits villages où il n'y a plus aucun commerce. On pourrait très bien imaginer amener la boutique roulante jusqu'aux anciens et faire en même temps du lien social. »

L'objectif est avant tout d'aller à la rencontre de leur clientèle, de lui offrir une prestation de qualité dans le cadre convivial des petits marchés du secteur, des foires spécialisées, et également des sociétés situées à proximité à l'invitation des comités d'entreprise. « Ce camion représente une opportunité pour les travailleurs de l'Esat de se rendre en autonomie sur les lieux de vie pour distribuer leurs productions tout en valorisant leurs apprentissages de la vente et en développant leurs débouchés en circuits courts, poursuit le moniteur principal. Disposer d'un équipement aussi attrayant qu'efficace doit conforter la notoriété de l'Esat et contribuer par sa présence hors des murs à démystifier les problématiques supposées de nos travailleurs. Neuf d'entre eux se sont portés candidats. Ils tourneront par équipes de trois. Cette nouvelle activité s'intègre dans le projet professionnel personnalisé qu'ils ont signé en rentrant chez nous. »

La souplesse de l'outil permet aussi aux encadrants d'adapter la charge de travail à l'état de forme des travailleurs, en permettant par exemple de faire des ventes d'une heure et de rentrer déjeuner. Une notion fondamentale dans le milieu protégé. « Il y aura une inscription trois semaines à l'avance. En Esat, il faut constamment vérifier l'état de forme des équipes et leur permettre toujours d'avoir une porte de sortie en cas de coup de moins bien. Ils sont très motivés par ce nouveau projet. Même s'ils ne mettent pas forcément des mots, leur attitude montre qu'ils sont heureux d'être accompagnés par nous et ça nous comble professionnellement et humainement. Je côtoie des gens qui sont dans l'horticulture depuis trente-sept ans, je n'ai que

38 ans, pour moi, c'est un privilège. J'apprends beaucoup auprès d'eux. Ils ont des problématiques, certes, mais ils ont aussi une technicité folle. Travailler auprès de personnes engagées dans de multiples projets et qui ont les yeux qui brillent quand ils parlent de leur métier, ça n'a pas de prix. »

Il leur reste tous les mois de juin et juillet pour valider en commun la décoration du camion. La livraison est prévue le premier septembre, la saison des anémones du Japon.

■ Alexandre Roger



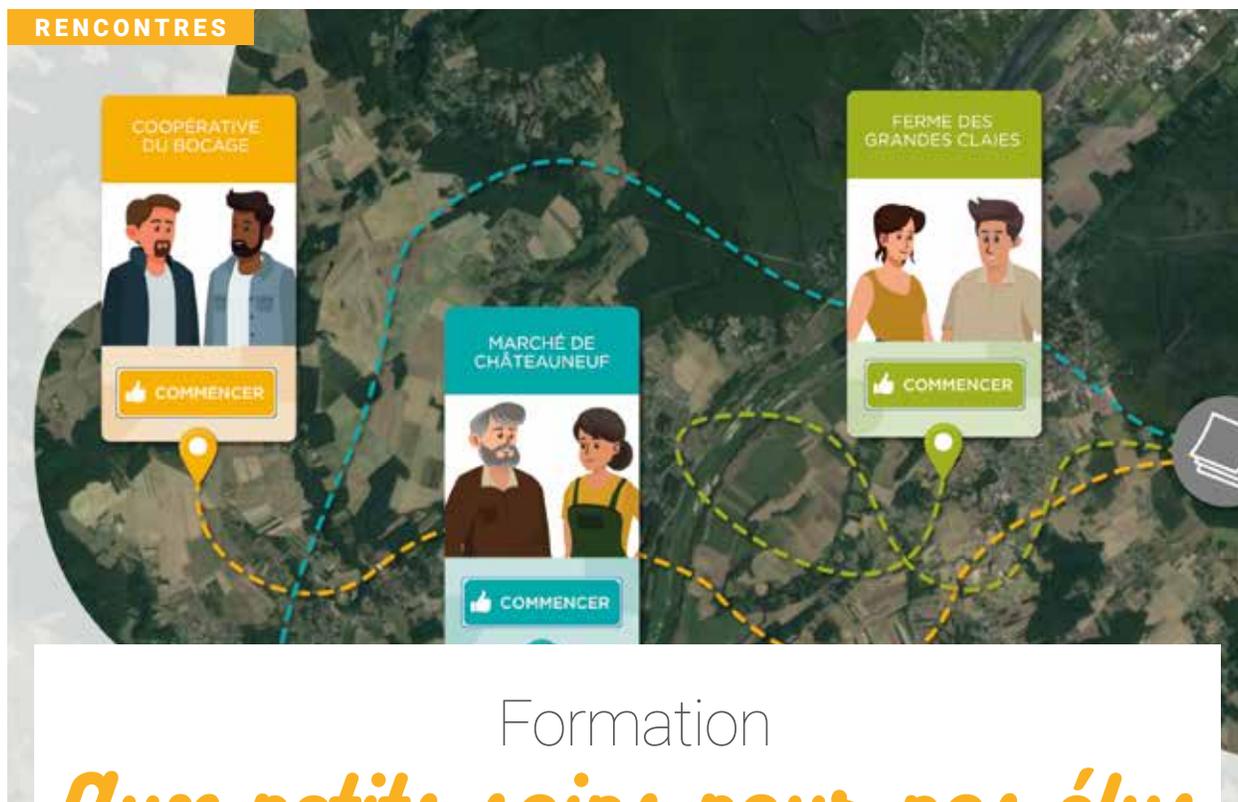
## Solidel.fr : cliquez local et solidaire

Porcs cul noir du Limousin, poulets coucou de Rennes, vin de Bordeaux ou de Cahors, escargots de Bourgogne, citrons de Menton, géline de Touraine, poulets de Bresse, pélarçon du Pays cévenol, naviguer sur les pages du nouveau site de Solidel fait vivre au visiteur gastronome un véritable tour de France culinaire. L'ambition première des concepteurs du site de la seule association fédérant des établissements et services d'aide par le travail (Esat) et des entreprises adaptées (EA) agricoles depuis bientôt 30 ans, est de faire connaître des produits exceptionnels fabriqués par des personnes extraordinaires. Mission accomplie. Les territoires ruraux sont riches de la présence de ces travailleurs des Esat et des EA qui, grâce à un accompagnement de professionnels aguerris, sont capables de façonner des produits d'exception tout en mettant en valeur le patrimoine agricole français.

En poursuivant sa visite, on sera également étonné par la diversité des services et des produits artisanaux offerts par la cinquantaine de structures qui adhèrent à l'association. Elles sont parfois le premier employeur de leur territoire. En sus des traditionnels ateliers espaces verts, de conserverie ou de portage de repas, on tombe aussi sur un original service de location d'ânes pour faire des balades, des cabanes nature pour prendre un grand bol d'air frais, des fabrications de bancs d'église ou encore des inattendus ateliers de dénoyautage de pruneaux ou de sertissage de cosses... 21 activités en tout qui sont autant de concrétisation de la fierté de gagner leur vie ressentie par des centaines de femmes et d'hommes en situation de handicap.

Le site aux dernières normes d'accessibilité a aussi été conçu pour permettre aux travailleurs et à leurs encadrants de trouver l'offre de formation proposée par Solidel la plus adaptée à leur besoin. Il leur permet de se tenir informés et de gagner un temps précieux pour envoyer leurs réponses aux différents appels à projets et concours organisés chaque année par l'association grâce à la présence de formulaires en ligne.

Pour visiter le site rendez-vous sur [solidel.fr](http://solidel.fr)



## Formation

# Deux petits soins pour nos élus

**Pour accompagner toujours mieux nos 13 760 délégués, y compris dans ce contexte difficile, la MSA adapte et enrichit son offre de formation à leur égard. Protection sociale, actualités, quiz, vidéos, développement personnel... La plateforme «Les ateliers de l' élu» est leur nouvel espace de formation à distance.**

Comment concilier son métier, sa vie et son engagement d'élu tout en continuant de se former ? Maillons essentiels sur les territoires, la MSA propose de nombreux outils pour les accompagner dans leur mission. La formation en fait partie. En ce début de mandat pas comme les autres, elle s'est adaptée et devient plus qualifiante. L'heure est à la démocratisation du e-learning.

«Les ateliers de l' élu», lancés en septembre dernier, sont une plateforme de contenus adaptés à leurs besoins, avec des quiz, vidéos et explications audio sur deux principaux axes : la protection sociale et le développement personnel. Une grande bibliothèque accessible à tout moment, qui permet de s'organiser librement. « C'est un projet sur lequel nous travaillons depuis plusieurs années », précise Françoise Lafage, responsable du département vie mutualiste à la CCMSA. *Un travail mûri avec le réseau et des élus. Nous n'avions pas les moyens d'atteindre tous les délégués, c'est pour y remédier que nous avons développé cette offre. Et la crise nous a obligés à réorienter notre activité. Ça a été un coup dur pour la vie mutualiste qui n'a pas pu aller à la rencontre de tous ses élus.* »

Les modules des parcours «Connaissance de la MSA» et «La protection sociale» sont réalisables entre cinq et dix minutes. « Le but est d'apprendre de manière agréable, on peut suivre sa progression, ouvrir les modules comme on le

souhaite, explique Delphine Valette, ingénieure formation à la CCMSA. *On a également fait en sorte que ce soit facilement accessible, y compris si on a une mauvaise connexion Internet.* » À la MSA Sud Champagne, près de 70 % des délégués s'y étaient connectés début avril. Un taux qui ne doit rien au hasard puisque l'équipe d'animation de la caisse a multiplié les appels et messages afin de les encourager et les aider lors de leur première connexion. Étienne Seclier, exploitant en Haute-Marne, fait partie de ceux qui se sont lancés : « *J'ai fait le parcours en deux fois, le soir, un jour de pluie. C'est très bien fait, et ça aide à bien comprendre les fondements de la MSA et son utilité. Car on pense aux cotisations, mais il y a tout le reste. C'est quand même une chance de n'avoir qu'un seul organisme pour tout gérer.* »

### Des clés pour communiquer

La plateforme sera régulièrement enrichie. Dernières nouveautés : «Bien communiquer, c'est gagné !», comprenant deux modules de développement personnel qui permettent de s'exercer à la prise de parole et à la communication interpersonnelle, et «À l'écoute de son territoire», un jeu d'immersion, ou serious game, qui plonge le participant dans trois scènes couramment rencontrées par un élu MSA. Deux parcours complémentaires. Isabelle Cheyrier, première vice-présidente de la MSA Midi-Pyrénées Nord, a participé à leur élaboration avec un groupe d'élus : « *Le serious game est une façon ludique de mettre les élus en situation. L'équipe de la vie mutualiste de la CCMSA a travaillé les bases avec le prestataire, et nous devons évaluer si c'était réaliste, si on aurait répondu comme ça ou autrement... C'était intéressant car on a vraiment travaillé la rédaction du scénario, et on se rend compte que chaque mot a son importance.* »

Un chef d'exploitation qui se plaint de ses cotisations lors d'une réunion publique locale, un autre en difficulté, comment réagir en tant qu'élu, trouver les mots ? *« L'idée est de donner à réfléchir. Nous avons travaillé de la même manière sur le développement personnel : comment avoir une communication orale efficace, les éléments pour une prise de parole réussie. Ce sont des connaissances utilisables dans n'importe quelle situation, personnelle ou professionnelle. On y trouve de nombreuses astuces : comment je parle mais aussi comment je me positionne, comment je gère mes émotions, comment mes gestes confirment ou infirment mes paroles. »* À chaque fin de partie, un test de connaissances et une mise en situation permet de gagner un micro d'or. *« Ce n'est pas si facile ! Si j'avais été novice, je me serais sûrement trompée, concède l'administratrice. Même quand on a un peu d'expérience, c'est toujours plus ou moins compliqué de prendre la parole, d'attirer l'attention de son public. C'est le genre de piqûre de rappel qui ne fait pas de mal. »* *« Le but reste que les élus soient connus de l'extérieur, ajoute Françoise Lafage. La formation est là pour leur donner des clés pour aller au-devant des autres et se présenter. »*

## De séminaire à webinaire

Les Ateliers de l'élu apportent une base de connaissances par ailleurs primordiale pour tout nouvel administrateur. À chaque début de mandat, un séminaire leur est dédié ; ils sont aujourd'hui 475 (sur 1 071). Très attendu depuis les élections, il a fallu là aussi l'adapter. Trois webinaires ont ainsi été organisés entre février et mars. Un choix payant puisque trois nouveaux administrateurs sur quatre ont suivi au moins un webinaire, et la moitié d'entre eux ont participé à l'intégralité. Trois thèmes étaient abordés : la protection sociale, la gouvernance mutualiste et les dossiers d'actualité, comme la convention d'objectifs et de gestion. L'ensemble des interventions et supports sont disponibles dans la rubrique « Actualités et enjeux du mandat », et accessibles à tous les délégués.

*« Pour moi c'est un peu l'inconnu, je n'avais aucune connaissance de tout ce que fait la MSA !, avoue Véronique Bessonnat, retraitée et nouvelle administratrice de la MSA Ain-Rhône. Ça fait beaucoup d'informations, j'en remplis des cahiers entiers, c'est impressionnant ! Ça ne me décourage pas pour autant, je suis curieuse et très étonnée d'en apprendre autant. Aujourd'hui je vois l'envers du décor et je prends conscience de l'importance de la MSA. Et même si pour le moment on a les ailes coupées, je suis épatée par ces élus et tout ce qu'ils mettent en place. »* Cette ancienne assistante de direction attend impatiemment de passer à la

pratique, comme tous ses collègues. Ces nouveaux ateliers et cette période contrainte auront eu l'avantage d'élargir les possibilités, d'agrémenter les réflexions et montrer toute la capacité d'adaptation du réseau.

■ Marie Molinaro

## Lever les freins face aux nouveaux outils

La MSA Côtes Normandes compte 356 délégués, dont 30 % de nouveaux. En cette période de diète d'actions collectives, l'équipe du département Action sociale et territoires a pu consacrer plus de temps à ses élus, notamment pour les former individuellement à Teams par téléphone. Résultat : une meilleure participation aux réunions d'échelons locaux en visio qu'en présentiel.

*« Nous avons aussi offert des caméras à ceux qui en avaient besoin, explique Dominique Mahieu, la responsable. Nos animateurs ont entièrement revu leur façon de faire. Formats plus courts, gestion et animation des outils... Ce qui existe pour le présentiel ne peut pas se transposer comme ça. On a aussi investi les administrateurs pour être modérateurs des groupes, donner la parole, rebondir. »* Objectif : ne pas décrocher derrière son écran. *« Avec des travaux en sous-groupes de 5-6 personnes, tout le monde se voit, plus besoin de lever la main, de couper les micros, ajoute Nelly Daoudal, sous-directrice en charge de l'action sanitaire et sociale et des relations extérieures. Ça change les interactions. C'est un investissement mais quand on les accompagne, même ceux qui pouvaient sembler éloignés de tous ces outils s'y mettent. On a réussi à lever les freins sur les aspects négatifs qu'ils pouvaient y voir. »*

Des pratiques qui font mouche et inspirent, comme ce temps d'échange sur une législation instauré une fois par mois à la MSA des Charentes, que l'équipe normande souhaite reprendre. Un groupe d'élus réfléchit par ailleurs à une action dématérialisée sur les effets positifs de la crise. S'informer, se former... puis enfin se retrouver. Pour Nelly Daoudal, *« c'est là que le présentiel retrouvera tout son sens : la discussion, les actions locales, la convivialité, l'essence même de l'échelon local. »*

## « Si on s'occupe bien de nos élus, ils s'impliquent. »

Le e-learning permet de toucher beaucoup plus de monde, même si on n'imaginait pas que ça prendrait une telle ampleur. Avec 43 % de nouveaux délégués, le besoin de formation est là. Cette nouvelle forme d'animation permet d'être encore plus qualifiant, performant, et de se connecter à un créneau horaire de son choix, sans avoir à faire 6 heures de trajet. Il faudra bien sûr compléter avec du temps en présentiel, les relations humaines nous manquent pour continuer à échanger,

préciser certains points, poser des questions... La visio a cet écueil de ne pas pouvoir porter une attention plus soutenue à ceux qui ont des besoins spécifiques et peuvent se sentir isolés. Mais la forte mobilisation aux webinaires montre que si on s'occupe bien de nos élus, ils s'impliquent.

Philippe Moinard,  
président de la commission d'action mutualiste



## MSA de Picardie

# *L'Avenir en soi et devant l'écran*

**Depuis plus de dix ans, la MSA de Picardie, comme d'autres caisses, propose à ses adhérents le programme Avenir en soi. Animé par les travailleurs sociaux dans le cadre d'une dynamique de groupe, il permet aux personnes confrontées au changement, de révéler leurs compétences pour les accompagner dans leur orientation sociale et professionnelle. Le programme est théoriquement réalisé en présentiel avec 8 à 12 personnes, pendant 6 à 8 séances d'une journée. Mais ça, c'était avant.**

En octobre 2020, entre deux confinements, un groupe est constitué et une session planifiée. Quelque temps plus tard, de nouvelles restrictions sanitaires la remettent en cause. Mais à la MSA Picardie, si on n'a pas de présentiel, on a des idées. On a surtout Mylène Duval et Marion Sigaut, un binôme de travailleuses sociales, qui n'ont pas hésité à réinventer leur façon de fonctionner. « Nous nous sommes posé 15 000 questions avant de proposer cette session d'Avenir en Soi à distance. Nous savions que les gens étaient motivés. C'était le moment opportun et nous craignons qu'ils ne soient plus mobilisés ultérieurement. »

La première démarche de notre duo est alors de contacter les participants pour voir avec eux leur ressenti, leurs réticences, et connaître l'équipement dont ils disposent. Le manque de connexion fiable à Internet est la cause principale des quelques désistements. Toutefois, un noyau de six personnes se constitue et la session d'Avenir en soi 2.0 est lancée. Initialement, les séances se déroulent sur des journées entières, chose impossible via écran interposé. « Nous nous sommes servis de notre expérience professionnelle. Nous avons voulu leur éviter les réunions interminables et avons proposé des séances de 3 heures. »

### **Travail de déclinaison**

Reste pour Mylène et Marion à trouver les solutions pour décliner ce qui se fait habituellement en face à face : « Avenir en soi est un programme qui fonctionne grâce aux échanges. Les gens se renvoient les choses les uns aux autres, précise Mylène. Dans le cadre d'un changement, d'une réorientation de personnes qui se sont un peu perdues, qui ne savent plus trop comment avancer dans leur vie, un gros travail est effectué sur les émotions. Il fallait que l'on arrive à retranscrire cette dynamique de



## **C'est une vraie découverte de soi, je ne m'attendais pas à ce que ça puisse me faire autant de bien.**

groupe, que l'info ne soit pas uniquement descendante. Les participants doivent être acteurs de leur démarche. »

En présentiel, nos travailleuses sociales n'ont aucun problème pour fédérer un groupe. À travers l'écran d'un ordinateur, la donne est différente : « On s'est creusé la tête. Nous avons essayé de construire de petites animations comme une carte du territoire sur laquelle nous placions des post-it pour les situer les uns par rapport aux autres. Pour la présentation, nous avons utilisé le portrait chinois. Ils se sont aperçus qu'ils avaient plein de points en commun. Ça leur a permis d'échanger dès le début sur leur activité professionnelle, notamment sur leur volonté de changement, sur les projets qu'ils avaient en tête. Grâce à cela, nous avons réussi à créer cette relation de groupe tout en bienveillance. »

Elles les incitent à s'aménager un espace de travail, à s'approprier ce moment et en faire un temps de réflexion sur leur changement. Pour cela, elles sont à leur écoute et interviennent en fonction de leur disponibilité afin qu'ils ne soient pas accaparés par leur quotidien.

À écouter Édith, l'une des six participantes, le but est atteint : « C'est un rendez-vous que j'attends chaque semaine. Je me mets dans ma petite bulle à la maison et je sais que c'est un temps pour moi. Je retrouve le sourire des autres et je repars pleine d'énergie pour poursuivre mon projet. C'est une vraie découverte de soi et je ne m'attendais pas à ce que ça puisse me faire autant de bien. »

## **Un écran, pas total**

Si Mylène et Marion pensaient que l'écran pouvait être un frein à leur démarche, elles se sont rendu compte qu'il aide au contraire certaines personnes à prendre confiance en elles. Ce que confirme Sébastien : « Je suis assez timide, j'ai du mal à parler en public. Passer par l'ordinateur m'arrange. Ça crée une barrière qui en fait tomber d'autres comme l'aspect émotionnel. » Pour Édith, le constat est identique : « Il n'y a pas le même regard. Quand nous sommes tous ensemble, on n'est pas forcément à l'aise, nos émotions sont très présentes. Chez moi, je suis dans un cocon et, en même temps, ça me permet de sortir de ma bulle pour aller vers l'autre. »

L'écran paraît également générer une meilleure écoute selon Sébastien : « On ne se coupe pas la parole, on attend que l'autre ait terminé et on est concentré sur ce qu'il dit, rien ne vient nous perturber. »

Si, par moments, ces séances de trois heures semblent trop courtes, le fait de ne pas avoir de temps de déplacement, ni de devoir bloquer une journée entière est apprécié. « Pour beaucoup, la journée commence tôt en allant voir les animaux, explique Marion. Quand ils rentrent d'une journée d'Avenir en soi, ils retournent voir

les bêtes. Là, en fin de séance, on les sent moins angoissés, moins stressés à l'idée du retour et de ce qu'il reste à faire. Et puis sur trois heures, ils sont dynamiques du début à la fin, il n'y a pas de coup de mou. Ils sont vraiment concentrés sur l'exercice qu'ils font et sont très à l'écoute les uns des autres ».

## **Besoin de présence**

Cette formule demande davantage de travail au binôme. « C'est chronophage car tout est à déblayer. Nous sommes vraiment dans la reconstruction, nous devons en permanence nous adapter. Au début, la gestion du temps a été difficile à évaluer mais, après une dizaine de séances, le groupe est rodé et l'organisation plus fluide. » Pour autant, Mylène et Marion reconnaissent qu'il y a beaucoup de points positifs à retirer de cette expérience. Elles entrevoient même de futures applications : « Ça peut être bien notamment pour les personnes ayant de gros soucis de santé et qui ne peuvent pas se déplacer. »

Malgré tout, le besoin de se retrouver se fait sentir et ces sessions ne peuvent de se suffire à elles-mêmes : « Il serait quand même bien d'allier le présentiel et le distanciel. Les gens n'ont qu'une envie, c'est de boire un café ensemble, confie Mylène. Dès que l'on pourra les regrouper, on le fera. Ils nous le réclament vraiment. » Ce que confirme Édith lorsqu'on l'interroge sur le sujet : « Revoir les autres, pour moi c'est une nécessité. » Et en ce qui concerne l'intérêt du programme, nous lui laisserons le mot de la fin : « Quand on voit toutes les personnes en détresse dans l'agriculture, toutes celles qui ont besoin de se retrouver, de se rappeler qui elles sont, quelles sont leurs valeurs, de se rendre compte qu'elles ont un beau chemin de vie, je trouve qu'Avenir en soi est une démarche essentielle. »

■ Frédéric Fromentin

L'écran et le fait d'être chez eux abattent certaines barrières émotionnelles chez les participants. Et ils n'ont pas à se déplacer. Mais il manque la pause café pour discuter.



© MSA de Picardie



## Histoires de femmes

« On ne pense qu'à nous,  
pour une fois »

**Avec le groupe Histoires de femmes de Thiérache, la MSA de Picardie favorise le lien social sur ce territoire rural en proposant aux habitantes de se retrouver, l'espace d'un instant, entre femmes, et rien d'autre. Mais pour elles ça veut dire beaucoup.**

Ce rendez-vous en visio du 8 mars, elles ne pouvaient pas le manquer. Coralie, Régine, Ingrid, Françoise et Sophie arborent un accessoire bleu (thème du jour) et discutent du livre *Divorcée et joyeuse ! Ou comment survivre au divorce*, autobiographie optimiste qui dédramatise la séparation d'Anne Roumanoff. L'humoriste a voulu partager son histoire, c'est un peu ce que font nos cinq Axonaises, mais sans public.

Elles sont membres du club Histoires de femmes de Thiérache, territoire rural à la frontière de la Belgique, initié par la MSA de Picardie. Depuis 2019, elles sont une quinzaine à se retrouver régulièrement, quand elles le peuvent, avec un seul but : prendre du temps pour elles. Quand on est agricultrice, ce n'est pas une mince affaire.

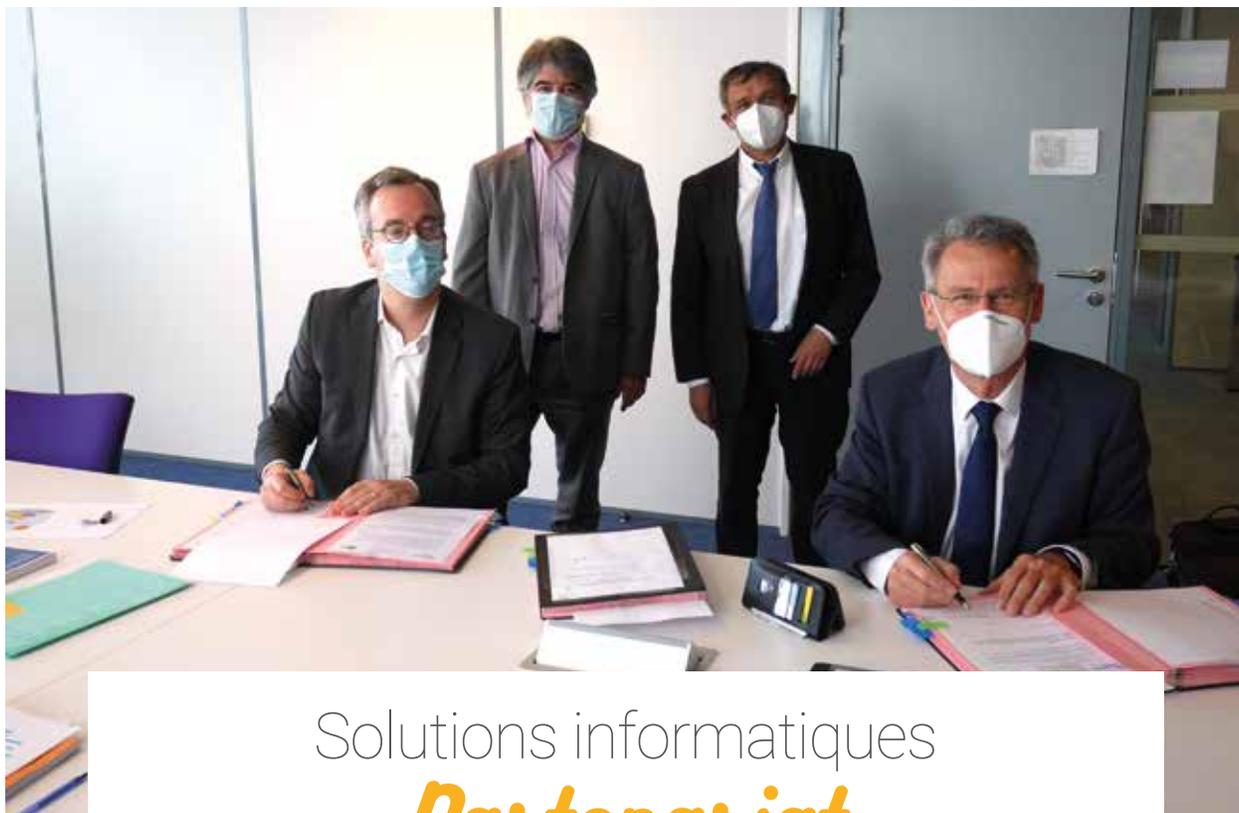
« Ça permet de s'ouvrir et de prendre confiance en soi, témoigne Ingrid, exploitante en polyculture-élevage. Et de faire des activités que je n'aurais jamais entreprises autrement ! On sort de nos salles de traite, on se vide la tête pendant une heure. » « J'avais besoin de voir du monde, d'avoir un lien social, confirme Françoise, salariée sur l'exploitation de vaches laitières de son mari. Notre sortie principale, c'est la randonnée, on peut facilement se promener par chez nous, et c'est gratuit. On voit du paysage et on discute, comme j'aime beaucoup parler... ! »

Outre les balades dans le bocage verdoyant de la Thiérache, cette équipe très soudée a pu participer à nombreuses animations : visite d'une chèvrerie, fabrication de produits naturels, de couronnes de Noël, initiation au

crochet, à la coiffure, la sophrologie, massage assis... « J'ai voulu mettre en place ce groupe car j'ai pu constater ce besoin de créer du lien en dehors de l'exploitation, explique Yasmine Patat, travailleur social qui les accompagne depuis deux ans. Elles sont exploitantes, conjointes-collaboratrices, salariées, femmes de salarié ou d'exploitant, retraitées... C'est ouvert et chacune vient avec son histoire. L'objectif est aussi d'améliorer leurs conditions de vie, leur bien-être, leur place. Malgré la crise on rebondit car c'est un groupe dynamique et le besoin est là. C'est pour cela que j'ai proposé de faire des visios, Elles ont répondu présentes et apprécient de garder le lien, de partager leur ressenti. Ça leur manquait. Elles fourmillent d'idées et sont toujours partantes, rien ne les arrête ! »

La bienveillance est le maître-mot de ces superwomen de l'ombre : « Pendant un moment, on peut se permettre un peu de légèreté, continue Sophie qui a été conjointe collaboratrice pendant vingt-cinq ans. Et on échange sans tabou ; le jour où l'une d'entre nous en a marre, elle sait qu'avec nous elle peut se lâcher, on est à l'écoute, sans jugement. C'est hyper important d'avoir un endroit où on peut lâcher les émotions. » Coralie, exploitante en polyculture élevage bio, en atteste : « On quitte le statut d'agricultrice, de femme d'exploitant, de maman... On ne pense qu'à nous, pour une fois. On recharge nos batteries pour mieux rebondir ensuite. »

■ Marie Molinario



## Solutions informatiques *Partenariat entre la Cnam et la MSA*

**L'Assurance-maladie et la MSA se sont engagées dans une démarche coopérative pour moderniser et optimiser leurs systèmes d'information.**

**Le 2 avril 2021, Thomas Fatôme, directeur général de la caisse nationale de l'assurance-maladie (Cnam), et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la CCMSA, ont signé une convention qui en précise le cadre et les conditions.**

L'accord vise à mutualiser une partie des systèmes d'information des deux régimes. Cette approche intègre, d'une part, le partage de solutions existantes et des processus associés et, d'autre part, la coopération dans la recherche, la construction et le déploiement de nouvelles réponses. Elle concourt à la modernisation des systèmes d'information de l'assurance-maladie et de la MSA dans une logique d'efficacité renforcée et à l'amélioration de la qualité de service apportée à l'ensemble des publics : assurés, professionnels et établissements de santé, employeurs conformément aux enjeux définis par leurs conventions d'objectifs et de gestion respectives.

Dénoté METEORe pour Moteur Évolutif de Traitement Et ORganisation de l'assurance-maladie, le programme de coopération porte sur les solutions qui permettent le traitement des différentes prestations du régime d'assurance-maladie obligatoire et des risques professionnels : les frais de santé, les prestations en espèces (revenus de substitution), la prévention de l'assurance maladie-maternité-invalidité, les frais de santé

et prestations en espèces de l'assurance accident du travail et maladies professionnelles (ATMP).

Un partenariat salué par Thomas Fatôme et François-Emmanuel Blanc dont la mise en place témoigne, selon le directeur général de la Cnam, de « *la bonne coopération entre les organismes de Sécurité sociale au service de l'ensemble de nos publics* ». Le directeur général de la CCMSA a souligné que « *la MSA, protection sociale du monde agricole, renforce sa volonté de travailler en synergie avec la Cnam afin d'améliorer l'efficacité de la gestion de l'assurance-maladie pour le bénéfice de tous les assurés sociaux* ».

S'il a vocation à moderniser et mutualiser les outils existants pour les rendre plus efficaces et à harmoniser les pratiques, il doit également concourir aux ambitions de gestion du risque notamment par la fiabilisation et l'optimisation des processus de contrôle, et répondre aux enjeux de mise en œuvre des politiques de santé publiques au service des assurés, des offreurs de soins, des établissements et des employeurs.

METEORe se concentrera dans un premier temps sur les solutions permettant la gestion des frais de santé (consultations, produits de santé, hospitalisations...). Le déploiement d'un système d'information unique est prévu à l'horizon 2025 sur l'ensemble des caisses de la Cnam et de la MSA, et sur leurs régimes et mutuelles partenaires, en vue du traitement de l'ensemble des prestations, sur le champ des frais de santé, toutes catégories d'offreurs de soins et tous types de flux confondus. ■



Emploi

## *L'agriculture au féminin*

En 2019, les femmes représentent 24,3% des chefs d'exploitation et d'entreprises agricoles, selon les données de l'observatoire économique et social de la MSA. Le secteur de la production agricole emploie quant à lui 373 700 salariées. Principaux chiffres de cette étude.

## Les non-salariées

**107 100**

chefes d'exploitation  
ou d'entreprise agricole  
en 2019.

**19 300**

collaboratrices  
d'exploitation.

**16,7 %**

dirigent seules  
une exploitation  
ou une entreprise agricole.



**51,7 ans,**

c'est l'âge moyen,  
contre 48,3 ans  
pour les hommes.



**16,4 %** exercent leur activité dans les cultures  
céréalières et industrielles,

**5,6 %** dans l'élevage de bovins-lait,

**12,7 %** dans les cultures et élevages non spécialisés  
et **12 %** dans la viticulture.

**48,6 %**, c'est la part des femmes dans l'élevage  
de chevaux, **48,5 %** dans l'entraînement,  
le dressage, les haras, les clubs hippiques,  
**47,4 %** dans l'élevage de gros animaux,  
**34 %** dans l'aviculture et la cuniculiculture.

## Les salariées de la production

**373 700**

femmes (116 150 équivalents  
temps plein et 35,4 %  
des salariés du secteur).



**38,8 ans,**

c'est leur âge moyen.



**33,5 %** sont employées dans la viticulture  
(**32,6 %** dans les cultures spécialisées,  
**17,5 %** dans la polyculture associée à de l'élevage).

**81,9 %** des salariées du secteur détiennent  
un contrat à durée déterminée. La durée moyenne  
d'un contrat féminin est inférieure de **12,8 %**  
par rapport à celle d'un contrat masculin.



Source : **Observatoire économique et social de la MSA.**  
Étude complète sur le site [statistiques.msa.fr](http://statistiques.msa.fr).

# Retrouvez notre web série #FallaitLeDirePlusTot



Profitez des conseils de Jacques sur nos services en ligne.  
Rendez-vous sur : [msatv.fr](https://msatv.fr)

#FallaitLeDirePlusTot

#MSAenligne



[msa.fr](https://msa.fr)

L'essentiel & plus encore